

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

40 ans - 500<sup>e</sup> numéro

*par Roger HAGNAUER*

Le sens d'une grève générale

Le professeur et le fraiseur

*par Pierre AUBERY*

Le salaire qui fait honte

*par Pierre RIMBERT*

Pas plus unilatérale que multilatérale

*par Raymond GUILLORE*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 11 F  
Un an . . . . . 20 F

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 13 F  
Un an . . . . . 24 F

Le numéro : 2 F

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la rédaction  
et l'Administration à la  
« *Révolution prolétarienne* »  
21, rue Jean-Robert, Paris (18<sup>e</sup>)  
Téléphone : 607-02-06

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h  
Les samedis de 17 h à 19 h

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux  
*Révolution prolétarienne* 734-99 Paris

## Sommaire du N° 500 - Décembre 1964

40 ans - 500 <sup>e</sup> numéro . . . . .	R. HAGNAUER
Pas plus unilatérale que multilatérale . .	R. GUILLORE
Après la journée du 11 décembre : Le sens d'une grève générale . . . . .	R.G.
Le professeur et le fraiseur . . . . .	P. AUBERY
Publicité à sens unique . . . . .	P.A.
Le salaire qui fait honte . . . . .	P. RIMBERT
Triste fin des journaux de la Résistance : Histoire d'un sabotage . . . . .	N. FAUCIER
Chronique de l'Union des Syndicalistes : La conférence de Georges Vidalenc. — Les ouvriers ne veulent-ils pas travail- ler moins ? — Vive le profit ! — « Des chiffres qui gueulent ». . . . .	R.G.
La voix des syndicalistes de la Loire : De l'action directe des syndicats américains au syndicalisme constructif de la charte d'Amiens (U.T.). — Le coût de la force de frappe. — Un scandale : l'impôt sur le revenu.	E. MENU
Après le congrès des mineurs « F.O. » . . . .	J. DUPERRAY
Une thèse syndicaliste révolutionnaire : Socialisme et liberté . . . . .	F. FRANC
Exclusions partisans à la C.G.T. . . . .	N.F.
La politique gaulliste . . . . .	J. DESACHY
Oui, les travailleurs yougoslaves peuvent se mettre en grève ! . . . . .	E. CHOVEL
Les écarts des salaires en Russie « socia- liste » . . . . .	A. CHENAF
L'Algérie est-elle socialiste ? . . . . .	J. CONSTANTIS
A Cuba, les syndicalistes sont toujours en prison.	
Vers une démocratisation des syndicats grecs ? . . . . .	
Parmi nos lettres : Sur la nouvelle C.F.D.T. (Thévenon). — Suggestions pour la « R. P » (P. Aubery). — Sur le régime de Ben Bella (A. Chenaf). — Une défense de Sartre (J. Cacouault). — Sur la va- leur relative du salaire (G. Héraud). — Les internationalistes devant la guerre (G. Ragulier ; J. Pera).	
A travers les livres : Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans (G. Haupt). Ceux qui s'en vont : Gouttenoire de Toury. — Jean Vidal. — Manuel Buenacasa.	

POUR LES 40 ANS DE "LA R. P."

ET SON 500<sup>e</sup> NUMÉRO

UN REPAS FRATERNEL

EST ORGANISÉ LE DIMANCHE 7 FÉVRIER, A MIDI

Cette rencontre et ce repas en commun sont maintenant fixés au  
**DIMANCHE 7 FEVRIER 1965 A 12 h.**

Le lieu sera indiqué en janvier. **La participation demandée est de 16 F. Pour l'inscription et le versement, consultez le dépliant inséré dans ce numéro.** Tous nos amis sont cordialement conviés.

Nous avons retenu finalement **le dimanche à midi** en tenant compte de plusieurs considérations : les camarades qui, en majorité, s'étaient prononcés pour le samedi soir n'avaient cependant pas d'empêchement majeur pour le dimanche ; la réciproque n'était pas vraie. En outre, il nous a paru hors de doute que le choix du **dimanche à midi** permettait une meilleure participation des camarades de banlieue et, éventuellement, de province.

Nous demandons à ceux qui préféreraient le samedi de se rendre à ces raisons qui nous ont incités à modifier notre premier projet.

# 40 ANS — 500<sup>e</sup> NUMÉRO

Née en janvier 1925, la « R.P. » achève avec ce cinq centième numéro sa quarantième année d'existence. De 1925 à 1939, la « R.P. » d'abord mensuelle, devint bi-mensuelle (sauf en 1931, pendant la parution du « Cri du Peuple » hebdomadaire). Nous avons publié 301 numéros, lorsqu'éclata la guerre 1939. Le dernier numéro de septembre 1939 ne contenait qu'un article de Robert Louzon sur la signification du conflit. La censure de Daladier ne laissa subsister ni le texte, ni le titre, ni le nom de la revue, pas même la signature. Ne disposant pas d'une organisation facilitant des publications clandestines, le noyau dispersé, nous avons suspendu la publication de la « R.P. » pendant quatre-vingt-onze mois. Il nous a fallu attendre pour reparaitre que l'attribution de papier ne soit plus soumise à l'agrément gouvernemental.

Ceux qui survivent parmi les fondateurs et les premiers collaborateurs de la « R.P. » ont quelque peine à réaliser qu'ils portent sur leurs épaules un passé presque aussi long que celui qui sépare la guerre de 1870 de celle de 1914. Le temps ne fait rien à l'affaire sans doute. La valeur d'une institution ne se mesure pas à son ancienneté. Dans le mouvement ouvrier, le cas est cependant unique, il n'est pas une revue ou un journal qui ait vécu si longtemps, sous même format, même présentation et... même esprit — et sans plus de rédacteur ou d'employé rétribué en 1964 qu'en 1925.

Mais ici ce n'est pas le chemin parcouru, c'est le point de départ qui marque l'importance historique de la publication de la « R.P. ». Jusque'en 1924, le groupe issu de la Conférence de Zimmerwald, qui avait fourni à la Révolution russe ses premiers dirigeants et ses premiers défenseurs, malgré d'importantes défections, formait encore le noyau de l'Internationale Communiste. Dans l'opposition à l'Union Sacrée, dans la fidélité à l'internationalisme prolétarien et révolutionnaire, des syndicalistes révolutionnaires avaient retrouvé les bolcheviks et des marxistes de gauche, comme Trotsky, Liebknecht et Rosa Luxembourg. Au lendemain de la guerre, on avait espéré une révolution s'étendant de Russie en Allemagne et en France. En 1921, les défaits de la Révolution avaient déterminé la fin du « communisme de guerre » en Russie et une nouvelle stratégie communiste, favorable au Front Unique, hostile aux scissions syndicales. Lénine et Trotsky pensaient sans nul doute que les syndicalistes français, héritiers de la C.G.T. de 1906, formeraient « l'épine dorsale » d'un parti révolutionnaire, essentiellement différent des vieux partis sociaux-démocrates. Au reste, dominant ses répugnances, Monatte en 1923 avait adhéré au Parti Communiste, encore assez peu solide et il était appelé, presque immédiatement, au Comité Directeur. Moins d'un an après, il était exclu, frappé d'anathème, avec A. Rosmer, Victor Delagarde... C'est en effet en 1924 que se produisit la rupture. Le stalinisme naissant s'installait au pouvoir en URSS et transformait l'Internationale Communiste en masse de manœuvre encadrée bientôt par des robots fabriqués à Moscou.

Il faut le dire. C'est à cette époque que naquit la conception du parti « monolithique ». Aucun des membres du noyau initial ne l'acceptait, pas plus que les plus éminents militants de l'Internationale.

Après les premiers numéros, Léon Trotsky, en affirmant sa confiance en ses amis Monatte et Rosmer, leur demandait de liquider la « R.P. » afin de reprendre leur place dans le Parti. Le noyau répondait tranquillement : « Il y a place aujourd'hui pour des révolutionnaires, hors de l'Internationale Communiste ». Le maintien de la « R.P. » désola de bons camarades qui, parce qu'ils étaient lucides et

honnêtes, rompirent plus tard avec le Parti ou en furent exclus. Ils reconnurent alors qu'il était heureux que la « R.P. » pût leur offrir un refuge et une tribune. Quant à ceux qui, docilement, répétèrent, après l'I.C. et le Parti que « Monatte, Rosmer et Louzon étaient devenus objectivement contre-révolutionnaires », nous n'aurons pas la cruauté de chercher ce qu'ils sont devenus en 40 ans... Ce serait cependant une bien édifiante rétrospective.

L'originalité des fondateurs de la « R.P. », c'est d'avoir prévu un processus qui fut, pour beaucoup d'autres, une longue, progressive et douloureuse révélation.

\*\*\*

Nous évoquerons tous les artisans de l'entreprise menée depuis quarante ans contre le courant. Nous aurons peut-être à en retracer les étapes. L'année 1924 qui se termina, lorsqu'on composait le premier numéro de la R.P., se présente à l'historien avec une succession d'événements apparemment sensationnels. Elle débuta par la mort de Lénine (janvier 1924). Elle en offrit les premières séquelles : l'isolement de Trotsky à Moscou. L'aventure provocante de la Ruhr s'achevait par une véritable faillite. On reprochait, à tort ou à raison, aux chefs communistes allemands de ne pas avoir profité des possibilités révolutionnaires de 1923. Pour la première fois, la Grande-Bretagne s'offrait un gouvernement travailliste, d'ailleurs minoritaire. En France, le Cartel des gauches victorieux portait au pouvoir un gouvernement Edouard Herriot assuré du soutien socialiste. La finance américaine, avec le plan Dawes, intervenait en Europe et sauvait l'Allemagne de la banqueroute. En fin d'année, le Riff marocain se soulevait contre l'Espagne, avant de s'attaquer aux colonialistes français...

En France, la scission syndicale cristallisait les deux fractions : la C.G.T.U. colonisée par le Parti Communiste, — la C.G.T. dite réformiste, déjà atteinte en son rayonnement, revigorée par la victoire électorale des gauches... Il fallait recréer une opinion ouvrière, préparer la réunification syndicale, lutter contre le colonialisme et le nationalisme, liquider les séquelles de la guerre...

La « R.P. » devenait donc, dès sa fondation, tout autre chose qu'un simple organe d'opposition communiste. Elle reprenait la tâche menée de 1909 à 1914 par « la Vie Ouvrière » de Monatte. A-t-elle rempli la mission que se proposaient ses fondateurs ? Certes non. Nous n'entonnons pas de chant triomphal. Mais nous pouvons, en tournant la tête, remonter jusqu'au point de départ, sans éprouver de regret, ni de honte...

Les jeunes qui viennent à nous savent que nous ne leur demandons pas de nous imiter, pas même de nous suivre — nous désirons simplement qu'ils puissent concevoir librement et réaliser ce qu'ils ont conçu par leurs propres moyens. Ce qu'il y avait d'exceptionnel et d'insolite, chez nos deux grands disparus : Monatte et Rosmer, ce n'étaient ni les certitudes doctrinales, ni les inventions stratégiques, c'était essentiellement une morale à peine formulée qui s'affirmait par le refus de parvenir, par le refus de compromettre la fin en avilissant les moyens, par la volonté de former des militants ouvriers et révolutionnaires, fidèles à leur classe et dignes de la Révolution.

Nous n'avons pas l'outrecuidance de prétendre les remplacer. Mais nous savons qu'en maintenant la « R.P. », qu'en renouvelant et en rajeunissant son public et sa rédaction, nous prolongeons leur présence, leur œuvre, au delà de ce qu'ils ont atteint mais dans l'esprit de ce qu'ils furent.

R. HAGNAUER.

# PAS PLUS UNILATERALE QUE MULTILATERALE

La bêtise nationaliste est immuable, dans le temps même où le progrès scientifique bondit et s'accélère. Mieux : elle se mêle d'y trouver des arguments nouveaux et elle en devient plus bête encore. Les généraux sont toujours en retard d'une guerre, c'est maintenant passé en proverbe dans la sagesse populaire, fruit d'une douloureuse expérience. Le mal s'aggrave quand — comme cela arrive dans plusieurs pays arriérés — les généraux prétendent aussi diriger la politique.

C'est ainsi qu'on nous prépare en France, pour 1970 au plus tôt, une « force de frappe » qui aurait pu frapper dans une guerre qui aurait eu lieu avant 1950 ! Et cela se fait à grands frais, par une ponction énorme sur le revenu national, par une restriction de la consommation et des investissements utiles. On donne la priorité à des investissements typiquement inutiles aujourd'hui et demain, des investissements grossièrement inflationnistes puisqu'ils distribuent salaires, revenus et profits sans contrepartie en marchandises consommables.

Avant 1939, il y avait aussi « une force de dissuasion » : c'était la ligne Maginot. Elle avait coûté très cher et son équipement était très perfectionné pour « dissuader » l'agresseur et pour rendre impossible toute invasion : on vous le démontrait sur place avec des arguments irréfutables. Toutefois, à cette époque, l'ennemi était connu et parfaitement situé. Il lui suffit de quelques années pour se forger une force de frappe et faire de ses armées les plus fortes du monde... jusqu'à ce que ses adversaires, en moins de temps encore, se furent donné des forces supérieures. Le rapport des forces était déjà définitivement inversé quand surgit une arme nouvelle qui avait surtout pour but d'impressionner le nouvel adversaire. Quelle sera l'arme nouvelle quand, en 1970 ou plus tard, la France du général pourra jouer avec l'arme vieille d'un quart de siècle ?

Et d'abord quel sera alors l'ennemi ? Répétons-le : en 1939, l'ennemi immédiat était connu sans aucun doute possible. Aujourd'hui, si l'on s'en tient aux discours du général, l'ennemi c'est l'U.R.S.S. Si l'on pénètre mieux le fond de sa politique, en admettant qu'elle ait un fond, c'est moins sûr. Mais si ce n'est pas l'U.R.S.S., quel est l'ennemi ? Contre l'U.R.S.S. en tout cas, et plus encore peut-être contre la Chine, la force nucléaire unilatérale est un défi au bon sens. Toute l'argumentation du général Gallois, théoricien de la force unilatérale de dissuasion, tient dans ceci : dans ce domaine, ce qui compte c'est de posséder la bombe et non d'avoir beaucoup de bombes. Une seule bombe suffirait à dissuader l'agresseur éventuel (à condition bien entendu, que celui-ci ne s'en croie pas protégé). N'est-ce pas plutôt « le défenseur » qui, par définition, sera à jamais dissuadé de la lancer ? Et l'agresseur saura qu'il en est dissuadé. Même du point de vue de « la qualité » de l'arme — si l'on peut ainsi dire — la France est loin encore du niveau actuellement atteint par son ennemi désigné, l'U.R.S.S., et aussi loin de son grand allié théorique, les Etats-Unis d'Amérique. En admettant qu'elle atteigne un jour ce niveau, au prix de grands sacrifices, où en seront-ils alors l'un et l'autre, l'ennemi comme l'allié ? Toute cette stratégie est absurde.

Mais l'Allemagne ne pourrait-elle redevenir l'ennemie ? Ce n'est nullement absurde, surtout avec la grande politique du général. Les mauvaises raisons qu'il donne pour justifier sa force de frappe unilatérale ne seraient-elles pas

aussi valables, et plus valables même, pour l'Allemagne ?

La force multilatérale, pour être évidemment moins stupide, n'en est pas moins dangereuse et nuisible. Elle réarme l'Allemagne et fait d'elle le soldat avancé des Etats-Unis. L'U.R.S.S. ne peut pas en être tranquillisée et cela renforce chez elle le courant nationaliste et militaire, comme on le voit déjà maintenant. La force multilatérale répond à une stratégie de bloc ; c'est en cela qu'elle est militairement moins absurde. Tous les membres du bloc se trouvent théoriquement au niveau d'armement du plus avancé d'entre eux. Mais c'est une stratégie purement militaire, et non pas politique. Elle fixe les deux blocs dans l'antagonisme ; elle affaiblit les velléités de désarmement ; elle laisse le monde dans « le suspense » de la terreur.

Qu'arriverait-il donc si la France, non seulement ne s'engageait pas dans le cul-de-sac de la force unilatérale, mais refusait aussi la force multilatérale ? D'abord matériellement, économiquement, elle connaîtrait une croissance équilibrée, elle consacrerait de plus grandes ressources aux investissements productifs, elle « mettrait tout le paquet » dans le logement, l'enseignement, la recherche scientifique. Dans ce domaine, elle conquerrait peut-être des Prix Nobel — ce qui est secondaire — mais surtout elle participerait, au premier rang, au progrès scientifique et technique du monde. Elle serait peut-être (qui sait ?) à l'origine d'une découverte qui rendrait dérisoire « la force de frappe » telle qu'on la conçoit aujourd'hui. Quant à l'influence morale et politique que lui donnerait, dans l'Europe et dans le monde réels, un tel choix délibéré, quel est le « réaliste » qui pourrait de bonne foi la mettre en doute ? Allons, les patriotes, voilà du prestige et de la grandeur ! Voilà aussi de l'indépendance ! Une Europe, ainsi polarisée autour d'un tel exemple, serait-elle moins forte, ou plus forte ? Favoriserait-elle l'agression, ou la rendrait-elle à peu près impossible ? Serait-elle à la remorque d'un « grand » ou bien, au contraire, jouerait-elle un rôle déterminant dans l'évolution du monde ? Allons, les « réalistes », répondez loyalement à ces questions, si vous n'avez pas une petite tête de général !

Le refus de la force de frappe est évidemment une des bases d'une opposition politique au gaullisme. Mais qu'en sera-t-il des lendemains ? Que nous réserve cette opposition quand son heure sera venue ? Tandis que les syndicats, eux (et ils peuvent s'unir là-dessus) défendent en permanence, sous toutes les formes de pouvoir politique, les intérêts des masses travailleuses. Par là-même, ils défendent tout le monde. Il n'y a pas de domaine réservé pour les syndicats. Ce devrait être, nationalement et internationalement, le mot d'ordre de rassemblement des organisations syndicales ouvrières : pas de force de frappe unilatérale ou multilatérale ; arrêt des armements nucléaires ; coopération contre la faim, la maladie et l'ignorance.

Laissons-nous taxer d'idéalisme et de rêverie. Nous savons bien que cette voie n'est pas semée de roses, qu'on y rencontre aussi des contradictions, des violences et des luttes. Mais ce sont celles de militants ouvriers de la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Elles se passent dans un autre univers — pour parler le langage du général — que celui où il marque le pas, pas de chasseur ou pas de l'oie.

R. GUILLORE.

## LE SENS D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Ces lignes sont écrites dans la matinée du 12 décembre alors que s'achèvent les derniers mouvements de la grève générale de 24 heures. Il est déjà possible d'en dégager certains traits et d'en tirer quelques enseignements. Limitons-nous aujourd'hui à deux d'entre eux : celui qui concerne le sens et la réussite de la grève ; celui qui montre le rôle des organisations syndicales dans ce mouvement, l'étendue et les limites de leur accord pratique, leur compétition aussi.

Sur le premier point, le succès est incontestable ; la force démonstrative du mouvement de grève s'est manifestée pleinement. Il suffit de lire les titres des grands journaux du 11 et du 12 décembre : « Paris en panne » titre « France-Soir » dans sa première édition, et il ajoute « ... et la province aussi » dans l'édition suivante. « La grève paralyse la vie nationale » lit-on dans « L'Aurore » et, dans « Le Figaro » : « L'activité du pays gravement perturbée ». La démonstration est donc faite une fois de plus que ce pays, comme les autres pays industriels, ne vit pas, ne fonctionne pas grâce à ses hommes politiques, ses technocrates, ses gradés de tous genres. Ceux-ci peuvent cesser d'agir, se reposer vingt-quatre heures et davantage, sans que le pays s'en ressente et en souffre. L'activité du pays repose quotidiennement sur le travail régulier, attentif et averti de centaines de milliers d'obscurs travailleurs qui accomplissent ponctuellement les tâches qui conditionnent la vie économique, sociale et même domestique. Cette démonstration avait encore besoin d'être faite ; elle l'est. Ces travailleurs auxquels le pouvoir politique veut faire supporter le poids de ses dépenses de prestige, au nom d'un prétendu intérêt général qu'il interprète à sa manière, ces travailleurs sont la condition, par leur activité de chaque jour, de toute stabilité, de tout progrès et de l'intérêt général bien compris. Sans eux, l'autorité est impuissante et dérisoire. Vous voulez compter sans eux ? Eh bien ! ils vous prouvent que c'est impossible, parce que, sans eux, le fonctionnement de votre système, de tout système, se dérègle et s'enraye.

Voilà le sens d'une grève générale, spécialement dans les services publics. Une journée suffit à le rendre évident. Deux jours, quelques jours rendraient insupportable l'existence dans la société telle qu'elle est. La grève générale de longue durée poserait inévitablement, on le comprend aussitôt, tout le problème de l'orientation du pouvoir. Telle qu'elle vient de se produire, elle est déjà un acte d'opposition ouverte, déclarée à une politique sociale où les intérêts les plus urgents de la partie la plus importante de la population (importante, non seulement par le nombre, comme on vient de le voir encore) sont sacrifiés à des intérêts beaucoup plus particuliers, ou bien à des intérêts qualifiés de « généraux » par des hommes qualifiés de « puissants », mais qui, en fait, ont moins de responsabilité immédiate, dans la vie du pays, que ces millions de petits hommes travailleurs. Premier et éloquent enseignement de cette journée de grève que nous venons de vivre. Sa signification, pourvu qu'on y réfléchisse un peu, dépasse les objectifs immédiats de l'action.

\*\*\*

Comment cette action a-t-elle pu se déclencher, puis prendre cette ampleur ? Dans le déclenchement, il ne fait pas de doute que la décision très nette

de « Force Ouvrière », dans son dernier Comité Confédéral National, a été déterminante. Cela montre une fois de plus le rôle que peut avoir la décision, prise avec fermeté, par une organisation. Celle-ci était minoritaire dans l'ensemble de la classe ouvrière, mais majoritaire, ou au moins importante, dans plusieurs secteurs de la fonction publique. Elle a quand même lancé un mot d'ordre général, englobant aussi l'industrie privée.

Dans le secteur public, elle a réussi à réaliser l'accord pratique des autres organisations, comme quoi l'audace dans l'action ne gêne pas, au contraire, la réalisation de l'unité. La Fédération de l'Éducation Nationale, très puissante dans son secteur, a apporté aussitôt le poids de son appui à la décision de F.O. La C.F.D.T. l'a suivie dans le secteur public, et, également, la C.G.T. Les journaux bourgeois ont tort d'essayer de faire porter à la C.G.T., à direction communiste, la responsabilité de cette journée qui les effraie et les indignent. Incontestablement, la C.G.T. n'a été, ce 11 décembre, qu'une suiveuse quelquefois réticente.

Elle l'a été ouvertement dans le secteur privé. Elle n'a pas lancé le mot d'ordre de grève, mais seulement celui d'actions partielles et limitées où, depuis quelque temps, elle tente d'orienter la révolte ouvrière. Certes, ses dirigeants ne vont pas manquer probablement de faire quelque surenchère dans les jours à venir. Ils ne veulent surtout pas que ce sens de l'action généralisée, ce sens que nous voyons et que chacun peut voir dans cet acte énergique d'opposition ouvrière, apparaisse trop clairement et détruise ce qui reste du mythe de leur rôle d'avant-garde.

Les surenchères, la concurrence, les compétitions, les luttes d'influence sont inévitables entre les différentes centrales syndicales, dans la situation française. Il n'en reste pas moins qu'elles ont lieu sur le fond d'un mécontentement général, d'une volonté d'action qui se développe, d'un désaccord fondamental avec le pouvoir qui vient de se manifester hautement et qui ne manquera pas, dans les jours qui s'annoncent, en déjouant les manœuvres, de s'étendre et de gagner encore en puissance tranquille.

R. G.

## LE PROFESSEUR ET LE FRAISEUR

Dans une lettre à *l'Express* une lectrice se plaignait de ce que son mari, professeur de collège technique, gagnait moins d'argent pour un même nombre d'heures de travail que le « fraiseur René » dont le salaire avait été mentionné dans un précédent article.

De telles doléances paraissent procéder d'un préjugé assez répandu selon lequel la culture, les diplômes devraient assurer à ceux qui ont pu les acquérir un niveau de vie disons « bourgeois ». En réalité, en France, le fait d'avoir accès à l'enseignement secondaire et d'être ainsi mis à même de se présenter aux grands concours, constitue déjà un privilège. Et ce privilège n'est pas l'apanage d'une élite de l'intelligence et du mérite mais surtout celui des enfants de la classe aisée. Jusqu'à une date récente, la séparation stricte qui existait entre le primaire et le secondaire, interdisait aux enfants d'origine ouvrière, sauf exceptions rarissimes, d'accéder aux Facultés. Aujourd'hui encore les fils d'ouvriers ne forment pas

## PUBLICITÉ A SENS UNIQUE

3% des effectifs de l'enseignement supérieur. Le système de sélection des « élites » (?) par examens et surtout par concours est irréprochable en théorie. Mais encore faudrait-il que l'égalité des chances au départ soit plus ou moins assurée. Or, en France, il n'est pas sûr qu'elle le soit toujours. Les concours, par exemple, qui ouvrent l'accès aux grandes écoles sont préparés dans un petit nombre d'établissements, parisiens pour la plupart. C'est dire qu'il est pratiquement impossible à celui qui n'a pas suivi la filière du Lycée d'y être admis. De plus, ces concours étant assortis de strictes limites d'âge, les autodidactes se les voient automatiquement interdits. Faut-il rappeler que 2,5% seulement des Français possèdent le baccalauréat et qu'en 1958 sur 306 élèves reçus au concours d'entrée à l'École polytechnique il n'y avait que 7 fils d'ouvriers? Plus encore la brutalité des concours élimine souvent sans nuance, désorienté et découragé des éléments bien doués qui auraient mérité de poursuivre leurs études. Ceci est d'autant plus préoccupant qu'en dehors des grandes écoles il n'est guère possible aux jeunes gens d'origine modeste de faire des études. Les études scientifiques sont pratiquement interdites à ceux qui doivent prendre un emploi pour gagner leur vie puisqu'elles comportent des travaux pratiques quasi quotidiens.

Privilegié puisqu'il a pu faire des études, le professeur l'est aussi par la nature même de sa tâche. Peut-on en effet sérieusement comparer les 54 heures de travail hebdomadaire fournies par un professeur avec le même nombre d'heures de présence d'un fraiseur devant sa machine? Le professeur se consacre à une tâche librement choisie. Il prépare ses cours et corrige ses copies au moment de la journée qui lui convient le mieux. L'accomplissement de ses devoirs professionnels constitue un enrichissement constant de ses connaissances, de sa culture, de sa personnalité. S'il n'éprouve pas un vif plaisir, dans sa classe, à dialoguer avec ses élèves, s'il n'y trouve pas déjà la récompense de tant d'années d'effort et d'étude, sans doute aurait-il mieux fait de se consacrer à tout autre chose qu'à l'enseignement. Car lui, au moins, a le choix. Faut-il vraiment insister en regard de cela sur les conditions de travail des ouvriers de l'industrie? La fatigue physique, l'usure nerveuse, l'ennui d'une tâche toujours semblable et toujours recommencée, sont le lot commun des ouvriers dits spécialisés. Qui donc envie les hauts salaires (pas si hauts que cela en réalité pour qui a pris la peine de se faire montrer quelques feuilles de paie) des ouvriers mineurs ou des métallos nord-africains de chez Renault?

Le vrai problème d'ailleurs n'est pas de découvrir Pierre pour couvrir Paul. Il s'agit d'assurer à tous un minimum vital qui ne soit pas une farce de mauvais goût. Que les ouvriers accomplissant des travaux durs, dangereux, malpropres ou ennuyeux soient aussi bien, voire mieux payés que les professeurs n'a rien de scandaleux. C'est même l'un des signes les plus sûrs de la démocratisation de la vie sociale. D'autre part la France aurait grand intérêt à faciliter l'accès des lycées, des écoles normales et des facultés aux jeunes gens des milieux les plus modestes. Pourquoi n'enverrions-nous pas aux frais de la Nation les jeunes démobilisés de l'armée compléter ou refaire leurs études dans nos établissements d'enseignement secondaire et supérieur. Ainsi formerions-nous rapidement les instituteurs, les professeurs et les cadres techniques dont nous avons besoin. Quel que soit le coût d'une telle mesure, qui se révélerait d'ailleurs très vite un excellent investissement, ne serait-il pas inférieur au prix que nous risquons d'avoir à payer un jour si nous continuons à écarter de l'enseignement supérieur les enfants issus des classes les plus nombreuses et les moins fortunées de la société.

Si le professeur aujourd'hui envie le sort du fraiseur rien ne l'empêche de se faire fraiseur, lui aussi, s'il croit y trouver son avantage. Mais quand donc donnerons-nous aux fraiseurs bien doués le moyen de devenir professeurs s'ils le souhaitent?

Pierre AUBERY.

Dans une tribune libre du *Monde* (14 octobre 1964) Marcel Bleustein-Blanchet prenait avec un joli mouvement de menton patriotique la défense de la publicité française. Assez curieusement il ne s'adressait ni au commerce ni à l'industrie — clients naturels des agents de publicité — mais il faisait appel au gouvernement et à ses administrations. Ceux-ci ne seraient pas assez chauds partisans de la publicité, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur, ils manqueraient de compréhension (fiscalement parlant sans doute) et ne feraient pas à la publicité une place assez large dans le plan. Quelques semaines plus tard on apprendait qu'il était sérieusement question d'introduire la publicité commerciale à l'ORTF et que de tout côté, le téléspectateur français ne tarderait pas à être, bon gré mal gré, soumis au conditionnement publicitaire, par les émetteurs étrangers, par l'extension de la publicité « involontaire », des émissions « compensées », etc... Nul, aujourd'hui, ne peut se vanter d'échapper aux suggestions insinuantes de la publicité. Nous pensons qu'il est inutile de refaire son procès devant les camarades de la R.P. Ils savent d'ailleurs ce qu'une critique trop précise peut en coûter à une revue ouvrière. Le pire défaut de la publicité réside sans doute en ceci qu'obsédante et multiforme elle parvient à créer les besoins nouveaux, parfois illusoires, livrant ainsi à l'arbitraire patronal les salaires qui tentent de les satisfaire en suivant ses suggestions. La publicité, combinée avec la vente à crédit permet de manœuvrer, de manipuler, de contrôler la classe salariée beaucoup plus efficacement que ne le faisaient les antiques méthodes, la menace policière, la prison ou le camp de concentration. En effet seuls quelques militants risquaient vraiment d'être frappés autrefois s'ils refusaient de subir l'exploitation de l'homme par l'homme. Aujourd'hui tout salarié qui, poussé par sa femme, ses enfants et à cause de ses achats à tempérament suggérés par la publicité, s'est mis sur le dos de lourdes traites hors de proportion avec ses gains réels, n'a pas besoin d'être soumis à d'autres pressions pour acquiescer rapidement à la mentalité du « jaune », du traître potentiel aux intérêts de sa classe.

Puisqu'il nous faut vivre, et que de plus en plus il nous faudra vivre, soumis quotidiennement aux sollicitations de la publicité, peut-être serait-il bon d'essayer de nous défendre et de défendre nos camarades de ses plus graves dangers. A cet égard il existe aux Etats-Unis une publication assez répandue *Consumer's Reports* qui publie à l'intention du grand public des rapports d'experts sur toutes sortes de produits. Les renseignements qu'on y trouve sont particulièrement précieux pour guider l'acheteur et l'aider à s'orienter dans la jungle des marques qui, sous des apparences similaires, par exemple en matière d'équipement ménager, de postes de radio et de télévision, offrent des appareils de qualités très inégales. Si le gouvernement se décidait à donner aux agents de publicité les gros contrats qu'ils réclament, si la publicité était ouvertement introduite à l'ORTF, alors peut-être pourrait-on instituer une taxe minime sur le chiffre d'affaires des agences de publicité dont le produit servirait à financer la création, le lancement, la diffusion d'une publication du type *Consumer's Reports* se consacrant avec une totale impartialité et selon des critères purement scientifiques à l'étude des produits de grande consommation lancés sur le marché français. Une telle publication pourrait apprendre progressivement aux consommateurs à se défendre des astuces publicitaires, à évaluer les artifices de présentation qui frisent la tricherie sur le poids et sur la qualité des marchandises qu'on lui offre, toutes pratiques qui sont hélas monnaie courante. Placée sous le contrôle d'associations de consommateurs et de centrales syndicales une telle publication pourrait même offrir de plus grandes garanties d'objectivité qu'une revue privée qui risque toujours de céder à la tentation (lucrative) de devenir elle-même un support publicitaire d'autant plus efficace qu'il est mieux camouflé. — P. A.

# LE SALAIRE QUI FAIT HONTE

« Le Journal Officiel » du 29 septembre a publié l'arrêté ministériel portant relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti, autrement dit le S.M.I.G. Ce relèvement est la conséquence de la hausse des prix.

A cette occasion, le « Journal Officiel » nous rappelle à combien s'élève ce salaire minimum garanti après le relèvement. Le voici pour toutes zones, le nouveau salaire horaire :

Zone sans abattement	.....	1,9295 de l'heure
Zone avec abatt. de 0,55 %	....	1,9210 de l'heure
Zone avec abatt. de 2,22 %	....	1,8865 de l'heure
Zone avec abatt. de 3,11 %	....	1,8695 de l'heure
Zone avec abatt. de 3,56 %	....	1,8610 de l'heure
Zone avec abatt. de 4,00 %	....	1,8525 de l'heure
Zone avec abatt. de 5,00 %	....	1,8330 de l'heure
Zone avec abatt. de 6,00 %	....	1,8135 de l'heure

D'après ce tableau, on voit que pour la zone 100, c'est-à-dire essentiellement la région parisienne, le SMIG s'élève à 1,9295 F de l'heure. Vous avez bien lu 1,9295 F de l'heure que, par générosité, nous arrondirons à 1,93 F.

Il ne s'agit pas là du salaire d'un apprenti. Non ! Il s'agit du salaire d'un adulte. C'est le salaire ou manoeuvre-balai, homme ou femme. En d'autres termes, c'est le salaire de quelqu'un qui doit vivre de son travail. Or ici une question se pose : peut-on vivre dans la région parisienne avec un tel salaire ?

Voyons cela d'un peu plus près.

Un salaire de 1,93 F de l'heure, cela fait pour une journée de travail de 8 heures : 15,44 francs. Ce qui, à raison de 26 jours ouvrables par mois, donne un salaire mensuel de 401,44 francs. Avec la retenue de la Sécurité sociale, ce salaire est réduit à 377,35 F.

Pour quelqu'un qui vit dans la région parisienne, la question posée plus haut prend déjà tout son sens tragique ; est-il possible à un adulte de vivre avec 377,35 F par mois ; de vivre tout en travaillant, car il ne s'agit pas là d'une pension ou d'une retraite mais d'un salaire.

Pour vivre et être à même de travailler, il faut être assuré au moins de trois choses : le logement, la nourriture et le vêtement. Or il est évident que le « salaire minimum interprofessionnel garanti », ne garantit rien de ces trois éléments indispensables.

Cela est si vrai, que personne, je dis bien personne n'ose payer un tel salaire. Je serais curieux de savoir s'il y a dans la région parisienne, un manoeuvre-balai, ou une femme de ménage qui ne soit payé que 1,93 F de l'heure. Je serais curieux aussi de savoir s'il y a dans la région parisienne un patron qui ose payer 1,93 F de l'heure.

Si personne ou presque personne n'ose payer un tel salaire. Si personne, ou presque, n'ose donner 1,93 F de l'heure à un travailleur sans qualification. Oui, si personne n'ose faire cela, c'est que ce salaire fait honte. C'est que la conscience humaine, fût-elle d'un patron réactionnaire, se révolte à l'idée qu'on pourrait payer 1,93 F de l'heure pour un travail même non qualifié, car cette conscience sait très bien qu'il est impossible de vivre avec un tel salaire.

Or si personne ne paie ce salaire parce qu'il fait honte, je me demande si les techniciens qui ont calculé le nouveau SMIG, si les ministres qui ont signé l'arrêté, eux aussi n'ont pas honte en voyant ces chiffres de 1,93 F de l'heure. Ces

messieurs ont sûrement une femme de ménage ou une bonne, la paient-ils 1,93 F de l'heure ? Oseraient-ils seulement lui offrir ce salaire ? Certainement pas.

Vraiment il s'agit là d'un salaire qui fait honte.

Alors pourquoi le maintenir à ce taux ?

Le salaire minimum interprofessionnel garanti n'a de sens que s'il garantit à tout individu qui travaille et vit de son travail au moins le minimum nécessaire pour vivre. C'est-à-dire s'il lui garantit au moins le logement, la nourriture et le vêtement. Cette garantie, dans la région parisienne, ne peut absolument pas être assurée avec 1,93 F de l'heure.

Le mouvement syndical a remporté une grande victoire le jour où il a fait admettre le principe légal du salaire minimum interprofessionnel garanti. Par ce moyen, il a manifesté sa solidarité envers les travailleurs isolés, dispersés qui ne sont pas en mesure de se défendre comme ceux des grandes usines. Mais en laissant se dégrader ce minimum, il perd le bénéfice de sa victoire.

La revalorisation du SMIG à un niveau compatible avec les besoins les plus élémentaires de tout individu qui travaille doit être l'objectif principal du mouvement syndical tout entier. Les travailleurs des grandes entreprises ne doivent pas se désintéresser de cette question sous prétexte que chez eux le manoeuvre-balai gagne bien plus que le SMIG. Ils doivent penser à ceux qui, parce que dispersés, n'ont pas les mêmes facilités de cohésion et de lutte et qui, de ce fait, n'ont que la loi pour les protéger. L'oubli de cette solidarité se retournera tôt ou tard contre les travailleurs privilégiés, car c'est toujours dans la masse des travailleurs défavorisés que les aventuriers de la politique vont chercher leurs soutiens.

Pierre RIMBERT.

## LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES DES OUVRIÈRES HONGROISES

La revue mensuelle du Syndicat hongrois des travailleurs de l'alimentation, « Elelmezsi Dolgozo » a souligné le fait, récemment, que les ouvrières qui doivent faire des heures supplémentaires se plaignent des difficultés qu'elles rencontrent pour faire leurs achats et s'occuper encore de leurs familles après 12 ou 14 heures de travail. Lorsque ces femmes se sont plaintes, on leur a répondu : Si vous ne faites pas d'heures supplémentaires, vous quittez l'usine !

Le journal qualifie le nombre des heures supplémentaires comme « alarmant » et ajoute qu'en un mois seulement, 55 travailleurs à eux seuls et dont 41 sont des femmes, ont fait dans l'usine en question 2.144 heures supplémentaires. Certaines des femmes ont travaillé 115, 130 ou même 155 heures supplémentaires pendant la période de janvier à mai 1964 et l'une d'entre elles, 290 heures. Le journal souligne que, d'après les règlements, un travailleur ne peut faire plus de 96 heures supplémentaires par année et cite un certain nombre d'autres entreprises de l'industrie alimentaire dans lesquelles la situation est la même sinon pire ; rien n'a été fait jusqu'ici pour remédier à cet état de chose.

# HISTOIRE D'UN SABORDAGE

Comme l'a écrit Emmanuel d'Astier dans son « faire part » du dernier numéro de *Liberation*, il était le seul journal issu de la Résistance où les fondateurs étaient encore présents.

Né dans la clandestinité, en juillet 1941, il fut, dans l'exaltation de la *Liberation*, l'une des équipes résistantes qui se substituèrent aux journaux déçus et entendaient libérer la presse de l'emprise de l'argent.

Belles illusions qui ne devaient pas tarder à se dissiper au contact des réalités capitalistes, étant donné que l'on n'avait pas touché au système et que les beaux projets mûris sous l'occupation étaient peu à peu relégués aux oubliettes.

En moins de deux ans, rien qu'à Paris, une vingtaine de titres avaient pratiquement cessé d'exister dont certains absorbés par leurs puissants rivaux — qui reprenaient en sous-titre le nom du disparu pour railler ses lecteurs.

Parmi les rescapés, seuls réussirent à se maintenir *Combat*, *Franc-Tireur* et *Liberation*. On sait ce qu'il advint de *Franc-Tireur* devenu la proie d'un puissant seigneur de presse, tandis que *Combat* se maintient, cahin-caha, sans éviter toutefois, de passer, lui aussi, sous la coupe d'hommes d'affaires.

Quant à *Liberation*, frustré lui aussi d'une publicité qui dédaigne les journaux à faible tirage, il n'avait dû de survivre qu'en acceptant la tutelle du parti communiste... et son soutien financier. Plus vivant, d'une présentation moins rebutante que l'orthodoxe *Huma*, le journal progressiste avait désormais pour mission de rallier autour des thèses du parti les sympathisants qui répugnaient à la lecture insipide de l'organe moscovite.

Mais cela n'allait pas sans heurts et querelles parfois très vives entre les responsables imposés par le P.C. à la direction du journal et ceux de l'équipe rédactionnelle qui s'efforçait de conserver une certaine liberté d'expression.

Mais le poids de l'argent finissait toujours par triompher de ces incartades et Emmanuel d'Astier, fondateur-directeur politique du journal, avait du réagir contre la censure de certains de ses éditos par Henry Bordage, promu par l'appareil du parti au poste de rédacteur en chef. D'Astier eut beau nommer un rédacteur en chef adjoint, Claude Estier pour lui faire contrepoids, les divergences s'accrochèrent se répercutant au sein de l'équipe du journal truffée aussi de nouvelles recrues partisans.

D'Astier s'était, par ailleurs, rapidement révélé indésirable. On se souvient, entre autres, de sa dénonciation de la falsification historique de l'attitude du parti communiste à l'égard de l'hitlérisme, au début de la guerre et de la présentation, depuis 1947, d'un prétendu « Appel au peuple de France » contre l'occupant qui aurait été lancé par Thorez et Duclos en mai 1940.

Grâce à D'Astier, la falsification est devenue plus difficile puisque, à sa suite, plusieurs journaux, et notamment « France-Observateur » et « Le Figaro » ont reproduit, cette année, le véritable appel du P.C. en 1940 qui était uniquement dirigé contre les gouvernements français et anglais présentés comme les seuls responsables de la guerre. Ce qui était d'ailleurs conforme à l'orientation de toute la propagande du parti communiste français tant que fut appliqué l'ignoble pacte Hitler-Staline de 1939.

On ne pardonnait pas non plus à D'Astier son livre, paru en 1963, « Sur Staline » où il soulignait certaines survivances staliniennes sous le règne khrouchtchevien et la persistance de l'oppression bureaucratique et étatique. Les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Dans un tel climat, où venaient s'ajouter les oppositions résultant de la dualité existant en fait dans la direction du journal, les chances de rupture devenaient chaque jour plus nombreuses.

Certes, à l'approche des élections municipales et présidentielles, les augures du P.C. ont dû s'interroger longuement avant de se résoudre à abandonner un élément aussi important de leur stratégie électorale.

Mais déjà ils n'avaient plus le choix. Divers facteurs imposaient en effet cette décision :

1° Le passif de *Liberation* devenait de plus en plus lourd à supporter étant donné que le chiffre du tirage de juin 1964 (77.000 exemplaires) s'était encore amenuisé depuis, tandis qu'augmentait le pourcentage des invendus.

2° Ils n'étaient pas sans savoir que, pour se libérer de leur contrainte, D'Astier recherchait, depuis plusieurs années, des concours financiers ailleurs. Tout récemment encore, Defferre avait engagé des négociations, par l'intermédiaire de J.-J. Servan-Schreiber en vue de transformer *Liberation* en un quotidien d'« Horizon 80 ». Mais l'énormité de l'arriéré de plusieurs mois à payer préalablement au démarrage (déficit mensuel : environ vingt millions d'anciens francs) le fit reculer.

3° Il apparaissait, de sources diverses, que le P.C. est lui-même de nouveau aux prises avec les difficultés financières de sa propre presse (1) puisque d'autres sabotages — dont celui des « Lettres Françaises » et « Miroir-Sprint » seraient envisagés.

Bref, convoqué devant ses bailleurs de fonds, le directeur de *Liberation* n'eut pas le loisir de chercher plus longtemps à se tirer d'affaire. C'est un véritable ultimatum qui lui fut signifié d'avoir à régler immédiatement son déficit sous peine de voir cesser la publication de son journal.

A une demande de délai, il lui fut brutalement répondu par un refus et pour toute explication : « Nous avons des instructions supérieures ».

Après les brimades et rebuffades quotidiennes, c'était la liquidation pure et simple, suprême humiliation pour celui qui avait osé tenter de se soustraire à une servitude trop longtemps supportée.

La suite devait montrer que les liquidateurs, gens prévoyants, avaient su limiter les dégâts en ce qui les concernait.

Le jour même, un appel était rédigé engageant les lecteurs à se reporter sur *L'Humanité* que les membres de la rédaction furent invités à signer. La moitié d'entre eux eurent le courage de refuser cette dernière abdication.

D'autre part, à défaut de ne pouvoir disposer du titre — dont D'Astier reste le propriétaire — du moins des dispositions « légales » étaient prises empêchant *Liberation* de reparaître durant les deux ou trois mois à venir.

L'assemblée générale réunie le lendemain pour informer le personnel, Henry Bordage versa quelques pleurs hypocrites, tandis que D'Astier rendait compte des « conditions inadmissibles » qui avaient précipité la mort du journal. Il annonçait que les indemnités prévues par la convention collective de la presse seraient régulièrement versées au personnel licencié.

Le soir même, les ouvriers confectionnaient le dernier numéro, le 6.297<sup>e</sup>, de *Liberation*, daté du vendredi 27 novembre 1964.

Ainsi s'achevait, après tant d'autres, une expérience qui éclairait certaines mœurs politiques et dont on voudrait espérer qu'elle rappelle à la vigilance tous ceux qui restent conscients de la nécessité de démasquer sans ménagement les adversaires plus ou moins camouflés de la liberté d'expression, où qu'ils se trouvent.

N. FAUCIER

(1) Rappelons que depuis la suppression du quotidien du soir « Ce Soir », d'autres quotidiens régionaux ont dû être également sacrifiés.



# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## LA CONFERENCE DE GEORGES VIDALENC

Le 7 novembre, la *Révolution Proletarienne* et l'Union des Syndicalistes avaient convoqué une réunion pour clôturer la célébration, par les syndicalistes révolutionnaires, des cent ans de l'Internationale.

Il y avait deux cent cinquante personnes dans la salle du Musée Social : de vieux amis, d'autres que nous voyons moins souvent, et des jeunes, des jeunes comme nous n'en voyons pas assez souvent.

Nous avons noté aussi la présence de Louis Lecoin ; du camarade Ouliac, membre du secrétariat permanent du Syndicat National des Instituteurs ; de Denis Forestier et Roger Lapeyre, coprésidents du Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique.

La conférence de *Georges Vidalenc* fut d'une qualité exceptionnelle. Nous avons perdu l'habitude de ce ton cordial, de cette communication fraternelle, de cette simplicité et, en même temps, de ce savoir dense, sans prétention comme il en est toujours du vrai savoir.

Avec *Georges Vidalenc*, nous revécûmes parmi les ouvriers parisiens d'il y a cent ans. Nos camarades ébénistes, membres de l'Union des syndicalistes, souriaient à l'évocation des travailleurs du faubourg Saint-Antoine de 1864. Les ouvriers de Paris se partageaient en deux catégories : celle des professionnels, les bronziens notamment, véritable élite ouvrière, capables de publier en 1848 un journal comme « l'Atelier », et ceux qu'on appelait encore « les hommes de peine », à peu près tous illettrés. Mais les premiers ne se séparaient pas des seconds, pour lesquels « gagner son pain » n'était pas seulement une figure de style, mais le problème posé quotidiennement.

Cette « classe dangereuse » comme disait encore « la classe supérieure », trouvait le moyen de rêver. Elle rêvait d'un monde meilleur et de paix universelle. L'idée de l'Internationale prit corps dans la réalité avec l'industrialisation européenne, le développement des communications, l'extension du libre-échange, les émigrations professionnelles et politiques. Elle trouva son occasion dans l'Exposition universelle de Londres et son élan dans le mouvement pour la libération de la Pologne. Elle eut ses premiers initiateurs chez des ouvriers d'élite comme Varlin et Tolain, qui disaient déjà à leurs compagnons : « il faut faire nos affaires nous-mêmes ». Elle trouva à son service un éminent intellectuel, Karl Marx, qui rédigea l'Adresse inaugurale.

Le retentissement de l'Internationale fut énorme. Le pouvoir la vit d'abord avec une certaine tolérance et même une certaine sympathie. Il changea bientôt d'attitude quand l'Internationale intervint comme telle dans les conflits sociaux, notamment dans la grève des bronziens parisiens dont elle contribua financièrement au succès. Les poursuites contre les Internationaux commencèrent en France et s'aggravèrent. L'influence de Bakouline, puissante personnalité (mais « grand farfelu » selon *Vidalenc*) commença de s'y faire sentir à partir de 1870. L'échec de la Commune de Paris retentit sur l'Internationale. Le conflit entre Marx et Bakouline se développa, avec des manœuvres diverses, au point d'aboutir en 1872, au congrès de La Haye (convoqué dans cette ville par Karl Marx) à l'exclusion de Bakouline et de James

Guillaume, de la Fédération Jurassienne. Ce fut la fin réelle de la Première Internationale.

*Georges Vidalenc* passa peut-être un peu rapidement sur le fond et sur la forme de ce conflit de personnes et d'idéologies. Il eut raison d'insister et de conclure sur les traits dominants qu'on peut dégager, malgré les incohérences, de ce premier essai d'organisation internationale : naissance d'un droit du travail ; lutte pour les droits de l'enfant, pour l'égalité des droits de l'homme et de la femme ; première revendication de la journée de huit heures ; défense de la paix.

*Roger Hagnauer* ouvrit la discussion. Il mit en valeur la tendance ouvrière de l'Association internationale des Travailleurs, la grande part qu'y prirent l'initiative, la spontanéité ouvrières. Le conflit devait se produire entre les pionniers prolétariens de l'internationalisme et un groupe d'intellectuels possédant une orthodoxie. Des apôtres, non des administrateurs furent ces pionniers.

*Pierre Rimbert* dégagait les enseignements qui gardent toute leur valeur après cent ans : 1° l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre de travailleurs eux-mêmes ; 2° cette émancipation doit être économique ; 3° elle dépasse le cadre local et national ; 4° la conquête du pouvoir politique est un moyen de cette émancipation.

Sur ce dernier point, des objections se manifestèrent, notamment par *Charbit*, qui exprima des doutes quant à l'accession de la classe ouvrière au pouvoir, formule qui peut masquer la domination d'une nouvelle classe sur les travailleurs et compromettre leur indépendance ; par *Maurice Lime* qui montra le développement quasi inévitable du cancer bureaucratique ; par *Louis Simon*, par *Goldschild*. Ce dernier remercia spécialement *Georges Vidalenc* : il avait craint, en venant, d'assister à un étalage d'érudition historique ; il a retrouvé l'actualité dans l'exposé vivant de *Vidalenc*. *Goldschild* a posé encore deux questions : la spontanéité ouvrière est-elle encore possible aujourd'hui ? quelle est, à l'époque actuelle, la signification à donner au mot « travailleur » ?

*Arquer* et *Fabra* s'opposèrent un peu sur le rôle des anarchistes dans la révolution espagnole. *Arquer* reprocha au conférencier et aux introducteurs du débat d'avoir été quelque peu « nationaux » dans leur étude de l'Internationale, puisqu'ils n'avaient parlé que de sa section française.

Concluons : cette conférence et ce débat, ainsi que les importants articles qui sont parus sur ce sujet dans nos trois derniers numéros, constituent une sérieuse contribution des syndicalistes révolutionnaires à la commémoration de la Première Internationale.

## LES OUVRIERS NE VEULENT-ILS PAS TRAVAILLER MOINS ?

L'Institut français de l'opinion publique (IFOP) s'est livré récemment à une enquête par sondage auprès des salariés (ou plutôt auprès d'un échantillon de salariés). La question posée était celle-ci : *préférez-vous un congé supplémentaire de seize jours par an ou une augmentation de salaire de 6 % ?* On juge déjà de la déloyauté de la question. Le choix proposé n'existe pas réellement. L'alternative est artificielle et fautive. Ce n'est évidemment pas parce que l'on refusera un congé supplémentaire de seize jours qu'on touchera 6 % de

plus en salaire ! Cette façon hypocrite de procéder montre encore à quel point les exploités du travail, patrons privés ou technocrates, redoutent la revendication ouvrière de la réduction du temps de travail. On le comprend : toute la lutte de classe, le conflit fondamental entre salaire et profit, s'exprime par la double revendication : augmentation de salaires réels ET réduction du temps de travail. Non pas l'une OU l'autre, mais les deux simultanément. Elles ne sont nullement contradictoires ; ce sont deux aspects du même problème : diminuer l'exploitation des travailleurs par ceux qui disposent des moyens de production (je ne dis pas : qui en ont la propriété ; je dis : qui en disposent). L'efficacité de la lutte ouvrière dans cette double voie est attestée par les faits (pourvu qu'il y ait lutte, évidemment).

Mais revenons donc au résultat de l'enquête, même sous la forme sournoise où on l'a « orientée ». 30 % des salariés interrogés ont choisi la réduction du temps de travail. Insistons : ils ont choisi seize jours de congé supplémentaire plutôt que 6 % d'augmentation de salaire. Je trouve ce résultat très satisfaisant de notre point de vue. 65 % ont préféré l'augmentation de salaire ; 5 % n'ont pas répondu.

Dependant, l'analyse de ce résultat global est fort intéressante, encore qu'elle ne nous apprenne rien de plus que ce que nous aurions su sans enquête : moins le salarié gagne, plus il préfère l'augmentation de salaire à la réduction du temps de travail. Belle découverte ! A partir de 1.400 F de salaire mensuel, la proportion est de 50 % contre 50 %. Mais, évidemment, parmi les salariés qui gagnent moins de 600 F, quatre contre un optent pour l'augmentation de salaire !

Les syndicats devraient bien se remettre à expliquer — il y a trop longtemps qu'ils ne le font pas — que les heures supplémentaires n'augmentent pas le salaire, mais bel et bien, l'avalissent. La preuve c'est que, pour gagner sa vie, la journée prolongée devient bientôt la journée obligatoire.

## VIVE LE PROFIT !

*« Là où il y avait disposition naturelle à travailler on tend vers la situation d'une humanité astreinte à une obligation morale. Le lien est presque perdu entre le travail fourni et la satisfaction des besoins de vie. L'abondance des biens est devenue telle que la pression des besoins naturels s'est estompée (!) ... Résultant de la loi naturelle de commandement, la loi du profit renferme l'élément mâle de vigueur qui, seul, convient à l'existence nécessaire d'une responsabilité... »*

Qui tient ce langage invraisemblable où il est question de « la disposition naturelle à travailler », de « la pression des besoins naturels », de « la loi naturelle de commandement » et du profit « élément mâle » ? C'est M. Pierre Bercot, président-directeur général de la Société anonyme André Citroën ! Et où tient-il ces propos dignes d'un Joseph Prudhomme de l'âge technocratique ? A l'Académie des sciences morales et politiques, tout simplement ! Une seule chose à retenir dans ce galimatias : le lien est perdu entre le travail fourni et la satisfaction des besoins de vie. Il n'est pas « presque » perdu ; il l'est complètement, et il y a belle lurette !

Mais vous n'avez pas entendu le plus beau. M. Bercot s'est livré à une exaltation du profit « ressort naturel de l'homme ». Il a évidemment tiré argument des velléités de retour à l'aiguillon du profit qui se sont manifestées en URSS. Ecoutez-le encore : *Au-delà de l'application de la règle stricte du profit, on peut légitimement penser que son existence même a créé un véritable monde particulier*. Non seulement on peut légitimement le penser (!), mais il suffit d'ouvrir les yeux pour

constater l'existence de ce monde, non pas particulier mais à peu près général, ce monde qu'il ne s'agit plus depuis longtemps d'expliquer, mais de transformer. M. Bercot apporte en tout cas une preuve éclatante que « l'application de la règle du profit » crée chez ceux qui « profitent » une mentalité bien particulière. Voici le bouquet :

*« Une société dont les activités économiques sont réglées par la loi du profit est marquée d'un caractère sui generis qui imprègne la vie tout entière de la collectivité, soit par la vertu de l'exemple, soit par le rythme de vie qu'il impose à la partie la plus importante de la nation, soit par les habitudes de vie qu'il apporte au sein des familles (!), soit par les modes de pensée qu'il inculque même aux hommes qui ne dépendent pas de lui. Il est un climat qui influence les actions de tous les hommes qui le respirent. »*

Il est hors de doute que M. Bercot en a respiré un bon coup et que son mode de pensée en a été définitivement influencé ! Il y a une certaine ingénuité dans cet hymne au profit ! Imprégnez-vous, camarades qui venez d'arrêter le travail pour vingt-quatre heures et, par conséquent, de tarir un moment la source du profit, imprégnez-vous de « la vertu de son exemple » ! N'est-ce pas vous qui êtes « la partie la plus importante de la nation » ? A moins que, pour M. Bercot, la partie la plus importante soit celle dont il est un des éléments, un élément marqué à l'évidence d'un caractère « sui generis »... Nous lui devons en tout cas des remerciements pour sa musique, pour la façon qu'il a notamment de chanter « le rythme de vie » que nous impose cette société fondée sur le profit. Si nous n'étions pas édifiés déjà, nous saurions maintenant — grâce à M. Bercot, président-directeur général de la Société Citroën — que ce qu'il faut supprimer, c'est le profit.

## « DES CHIFFRES QUI GUEULENT »

Sous ce titre, le camarade Guy Jonard livre à notre réflexion, dans « P.T.T. autonome » de novembre 1964, des données fort utiles que je tiens à reproduire ici. Elles n'ont pas besoin de commentaires. On verra qu'elles détruisent les dernières illusions, s'il en restait parmi nos lecteurs habituels. Elles seront aussi propices à dissiper les erreurs d'optique chez ceux qui, « gagnant bien leur vie », ont tendance à ne plus voir la pauvreté qui reste le lot de « la masse » :

*« Ce sont les chiffres que nous livre le très officiel Institut national de la statistique et des études économiques dans le n° 2/1964 de sa revue trimestrielle « Etudes statistiques »... »*

Sans doute s'agit-il des salaires de 1962, les chiffres ont donc un peu vieilli. Mais il est possible de les actualiser, sans trop s'écarter de la réalité, en les majorant de 15 % qui représentent l'évolution des salaires privés en juillet 1964 par rapport à la moyenne de 1962.

Nous apprenons ainsi que le salaire moyen du cadre supérieur se situe aux alentours de 300.000 AF par mois, celui du cadre moyen approche 150.000 AF, celui du contremaître 125.000 AF tandis que l'employé gagne en moyenne 80.000 AF, que l'ouvrier doit se contenter de 70.000 et que le personnel de service dépasse à peine une moyenne de 55.000.

Mais il s'agit, nous le répétons, de moyennes. La répartition par tranche de salaire fait mieux apparaître la différenciation. On y relève qu'un tiers des salariés gagnent moins de 60.000 AF par mois et que 40 % perçoivent entre 60.000 et 90.000 AF. Ou, si on préfère, que les 3/4 des salariés reçoivent moins de 90.000 AF par mois tandis que 11 % dépassent 145.000.

Mais cette répartition par tranches de salaires ne concerne que les salariés permanents. Sont dits permanents les salariés qui ont travaillé toute l'année, à temps complet et chez le même employeur. Elle ne donne donc qu'une idée bien imparfaite de la réalité, car la statistique ne concerne ainsi que 6 millions 1/2 de salariés tandis

qu'elle en exclut quelque 3 millions qui n'ont pas travaillé toute l'année pour le même employeur ou qui n'ont pas été payés toute l'année et 3 autres millions de travailleurs à temps partiel ou à domicile, d'ouvriers agricoles et de domestiques.

A l'évidence ces 6 millions de travailleurs que la statistique néglige figurent généralement parmi les plus mal lotis.

On est alors en droit d'écrire, la fonction publique étant exclue, que sur 12 millions 1/2 de salariés, 5 millions gagnent moins de 60.000 AF

par mois et 5 autres millions entre 60.000 et 90.000 AF.

A l'autre bout de l'éventail, 50.000 de nos « frères de classe » gagnent plus de 500.000 AF par mois. La statistique jette un voile pudique sur les plus hauts salaires mais ils peuvent dépasser le million...

10 millions de salariés gagnent moins de 90.000 AF par mois. Elle est là la classe ouvrière ! Elle n'est pas « nouvelle ». C'est toujours elle qui peine, qui produit et qu'on exploite. Mais les penseurs d'aujourd'hui ne la connaissent que par où dire...

R. G.

## LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

### DE L'ACTION DIRECTE DES SYNDICATS AMERICAINS AU SYNDICALISME CONSTRUCTIF DE LA CHARTE D'AMIENS

Aux U.S.A., on a pu, pendant quatre ans, assurer l'expansion dans la stabilité, c'est-à-dire avec une hausse de prix très modérée.

Mais les ouvriers ne sont pas satisfaits d'une stabilité qui stabilise leurs conditions de vie. Dans l'automobile, ils avaient imposé des accords stipulant une hausse annuelle de 5%. Les élections avaient provoqué une pause de l'action revendicative pour ne pas gêner l'élection du candidat démocrate, mais aujourd'hui les syndicats se préparent à la lutte : les cheminots réclament 10%, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juin 1963 et un minimum garanti de 3,50% par an pour l'avenir ; les métallurgistes ne se contenteront pas d'une hausse des salaires, ils veulent obtenir l'échelle mobile des salaires et la sécurité totale de l'emploi, emploi garanti en cas de maladie, d'accident, de réadaptation consécutive à l'extension de l'automatisme, et même en période de récession, avec une retraite satisfaisante, avec soins médicaux gratuits, assurance-décès... Ils veulent même imposer à la direction de l'entreprise leur intervention pour tout ce qui concerne l'organisation du travail. Et ce dernier point mérite de retenir notre attention dans ce pays où le socialisme n'a pas pris pied.

Voilà une méthode de réforme de l'entreprise qui n'a rien de commun avec celle que penserait à nous offrir le Général dans le même domaine. Pas de risque d'intégration : l'affirmation d'une force.

En France, l'intégration est posée avec la réforme de l'entreprise, l'association capital-travail, la réforme du conseil économique et social. Or, de telles réformes, surtout quand les militants et les ouvriers n'y sont pas préparés, sont dangereuses. Elles absorbent ou risquent d'intégrer au système l'élite du mouvement et de détourner l'ensemble des salariés de l'action.

Les réformes préconisées par le Général, qui veut faire avaler les méfaits de sa politique extérieure et de sa conception de la défense nationale par les réformes sociales spectaculaires, ne doivent pas passer au premier plan, dans les organisations syndicales. Ce qui importe avant tout, en ce moment, c'est de créer une force ouvrière puissante, indépendante, comptant sur elle-même pour défendre ses intérêts immédiats et ses intérêts généraux. C'est par l'action directe, parallèle à un effort d'éducation économique et sociale, par le mouvement, un mouvement librement décidé, que la limitation des pouvoirs de l'entrepreneur doit être imposée. Mais une telle orientation de l'action syndicale implique l'extension d'un esprit nouveau dans les syndicats : l'esprit du préambule des statuts de l'Internationale, qui se trouve être un esprit nouveau après les déviations paternalistes, parlementaristes, blanquistes ou staliniennes du mouvement ouvrier.

Le premier effort des militants qui veulent efficacement défendre les intérêts ouvriers et s'acheminer vers la suppression de la condition prolé-

tarienne, est donc de ramener les syndicats dans la voie de l'action directe et de l'indépendance totale de pensée et de mouvement, en restant imprégnés de l'esprit internationaliste qui, plus que jamais, doit inspirer le mouvement ouvrier européen et international (Ligue syndicaliste).

Et le premier résultat de cet effort, ce serait d'abord la réalisation de l'unité syndicale la plus large possible, une unité condamnant toutes les interventions directes ou indirectes de forces extérieures sur le mouvement syndical, affirmant la primauté de l'action syndicale inspirée par la devise de l'Internationale. Ceci étant, le problème de l'intégration ne se poserait plus. Quand on est fort, qu'on sait bien ce qu'on veut, qu'on connaît ses possibilités et qu'on a confiance en soi, on ne s'enlise nulle part, mais on avance d'un pas ferme ; on n'accepte pas une participation octroyée, mais on l'impose avec le sentiment qu'elle sera efficace ; on n'éprouve pas le besoin de renforcer l'action syndicale par une participation directe à l'action politique. Et l'on est dans le sens de l'histoire, si, par sens de l'histoire, on entend cette marche vers l'émancipation du travail et le plein épanouissement de l'individu ; un sens de l'histoire dégagé des spéculations d'intellectuels qui s'acharment à plier la réalité aux conclusions destinées à justifier une idée admise a priori ou, tout simplement, une dictature personnelle ou une dictature de caste ; un sens de l'histoire dégagé de ces vérités définitives que tant de forces extérieures au mouvement syndical tentent d'imposer.

Nous savons ce qu'elles valent ces Vérités définitives, celles des papes infaillibles de Rome ou celles des papes d'un marxisme-léninisme qui a, tour à tour, justifié la sanguinaire dictature de Staline, le court règne de Khrouchtchev, et dont se réclament encore les dictateurs chinois ou albanais, tout comme les nouveaux dictateurs russes.

La nôtre Vérité, c'est une fin vers laquelle nous tendons par notre propre effort. Elle nous dispense de faire appel à des forces extérieures, à des surhommes, à des castes fermées, qui s'imposent aux faibles par l'auréole de mystère dont elles s'entourent. Elle engendre confiance et dynamisme. Et c'est dans la mesure où nous la placerons au-dessus des religions qui divisent et écrasent que nous serons la première force de progrès social (1). Partant de l'analyse de la réalité changeante et de la permanence du but, elle permet la souplesse dans l'action et élimine l'influence des constructeurs sur idées préconçues qui engendrent l'immobilisme, le fanatisme et la division.

U.T.

(1) Par religion, nous entendons toutes les forces organisées qui ont pour but d'apporter le salut aux hommes en échange d'un ralliement à un sauveur surnaturel ou à un parti ou à une philosophie de caste.

## LE COUT DE LA FORCE DE FRAPPE

On parle souvent de la force de frappe et le meilleur moyen de la condamner est encore d'en présenter le coût. Voici donc la facture à payer dont le montant serait pris sur la construction des logements, d'écoles, de routes et sur le niveau de vie des Français. Les chiffres ci-dessous vous permettront d'en mesurer l'importance. Ces informations sont « dignes de foi » puisqu'elles sont extraites de déclarations de M. Sanguinetti, aux journées U.N.R.-U.D.T. pour le programme 1965-1970 :

	En milliards A.F.
— Production des matières fissiles,	
— Usine de Pierrelatte .....	670
— Etude et fabrication des armes nucléaires .....	550
— Expérimentation et Centre d'Essai du Pacifique .....	350
— Propulseurs nucléaires pour les sous- marins .....	22,7
— Recherches et études générales ....	226,3
— Etude et fabrication des vecteurs (Fusée et base des Landes) .....	540
— Sous-marins atomiques .....	93
Total .....	2 452
Avec l'armement classique .....	5 500

Et M. Sanguinetti de préciser que l'on peut craindre une augmentation en cours de programme sous l'influence de hausses techniques et économiques ou d'erreurs et d'impasses. On appréciera les termes de hausses techniques et d'erreurs quand on sait que la seule usine de Pierrelatte qui, à l'origine, devait coûter 150 milliards, en est actuellement à 400.

L'ensemble de ce budget militaire représentera 7 % du revenu national et 20 % du budget de l'Etat.

## UN SCANDALE : L'IMPOT SUR LE REVENU

La presse d'information commence à s'intéresser bien timidement à ce problème que notre organisation syndicale de la Loire et, plus spécialement, la Fédération des Finances F.O., dénoncent depuis plusieurs années.

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de l'application du barème de la surtaxe progressive *pratiquement inchangé depuis 1952* malgré l'importante dépréciation du pouvoir d'achat du franc constatée depuis cette date. Or, la progressivité des tranches de ce barème est telle qu'une hausse des revenus de 10 % peut se traduire par une augmentation de l'impôt de plus de 100 %.

Dans ces conditions, tandis que le revenu national est multiplié par 3, l'impôt sur le revenu des personnes physiques était multiplié par 8. Pour les salariés qui ne peuvent dissimuler un centime de ce qu'ils gagnent et dont les revenus se situent à un niveau où l'abattement à la base et la progressivité sont particulièrement sensibles, l'augmentation de l'impôt dépasse très largement le coefficient 8.

D'après le rapport soumis au Conseil Economique par M. Furst, la première tranche du barème fiscal aurait dû, compte tenu des indices officiels, passer au cours de l'année 1960 de 2 930 F à 4 670 F.

Lorsque nous aurons ajouté que la loi du 28 décembre 1959 prévoit « qu'au cas où d'une année à l'autre, intervient une hausse du S.M.I.G. supérieure à 5 %, le Parlement est saisi de propositions relatives au taux et à l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en vue d'y apporter les modifications désirables ».

Précisons encore que malgré cinq modifications successives intervenues depuis cette loi et qui ont majoré le S.M.I.G. de 17,51 %, le Parlement n'a jamais été saisi.

Nous vous laisserons le soin de juger et de décider si cette question mérite que l'on se batte un peu.

## Après le congrès des mineurs « F.O. »

Ce 7<sup>e</sup> congrès des mineurs adhérents à « Force Ouvrière » s'est tenu à Lille, à la mi-novembre. Il venait après une consultation électorale ouvrière dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne fut pas favorable à F.O. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, aux élections d'administrateurs de la Sécurité sociale dans les mines, Force Ouvrière a perdu 8 sièges.

Ce n'était pas un très bon prélude au congrès. Il faut reconnaître qu'André Augard, secrétaire général, ne chercha pas à cacher ce recul et qu'il essaya même d'en analyser objectivement les causes.

Plusieurs camarades intervinrent pour la critique de l'orientation et de l'action. J'ai eu l'impression que ma propre intervention faisait un peu « pavé dans la mare ». En observant que je prenais la parole dans ce qui fut l'église d'un ancien monastère (c'est maintenant la Bourse du Travail de Lille), je dis que s'il me paraissait souhaitable que toutes les églises deviennent des Bourses du Travail, il faut craindre parfois que les Bourses du Travail deviennent des églises ! J'essayai à mon tour d'expliquer cette désaffection des travailleurs pour « Force Ouvrière ». Celle-ci veut apparaître comme « raisonnable », et elle l'est le plus souvent. Mais est-ce raisonnable d'être comprise par les ouvriers comme l'organisation syndicale « la plus à droite » de toutes ? Pour que « Force Ouvrière » se trouve à sa place, il est nécessaire de donner « un coup de barre à gauche ».

Je n'eus pas droit à des compliments de la part de Augard, ni de Bergeron. Augard fit allusion au « coup de barre à l'Est ». Bergeron opposa « les grandes gueules » à ceux qui font de l'action réelle. Si c'est pour moi qu'il a parlé, il s'est

trompé de porte : la section syndicale que je représente est, de loin, celle qui a le plus grand nombre d'adhérents dans la fédération de Courrières. Si les 86 autres syndicats composant la Fédération nationale F.O. étaient aussi représentatifs, j'ai la nette impression que nous ne serions pas au troisième rang !

Notre congrès a dépensé beaucoup de paroles et d'énergie, sans que soient abordés les problèmes qui pourraient faire avancer le recrutement syndical. Les questions européennes ont certainement une grosse importance, mais ce n'est pas cela qui amènera de nouveaux adhérents. « Force Ouvrière » souffre d'un manque de militants de base. Ce n'est pas la présence de bons militants dans différents organismes, à la C.E.C.A. ou ailleurs — même s'ils y font du bon travail — qui modifiera la position du syndicat. Si la présence syndicale est nécessaire partout, c'est avant tout à la base qu'elle est nécessaire, là où s'organise la lutte. Une lutte qui ne doit connaître aucune exclusive contre quiconque. Si nos dirigeants répugnent à avoir des contacts avec la C.G.T., ils doivent penser que certains militants de base répugnent à en avoir avec la C.F.T.C.

Toutes les résolutions que l'on peut prendre dans un congrès ne vaudront jamais rien s'il n'y a pas, à la base, des hommes capables de les appliquer. « Force Ouvrière » trouvera ces militants si elle en revient au syndicalisme révolutionnaire ; elle secouera l'apathie de beaucoup, si elle porte tous ses coups à nos exploitateurs et au gouvernement le plus rétrograde que nous ayons eu depuis la fin de la grande tourmente.

Emile MENU

## SOCIALISME ET LIBERTÉ

La majorité de la section de la Loire S.N.I., avant les séparations et les déchirements qui ont divisé cette majorité en plusieurs courants, avait présenté, autour de 1946-1948, une thèse syndicaliste révolutionnaire qui, pour n'être pas très répandue, semble devoir recevoir sous peu la consécration éclatante de l'expérience réelle.

Rappelons cette thèse dans les termes mêmes où la section de la Loire la présentait :

Nous ne concevons pas de révolution, pas de socialisme, pas de progrès social ou, plus modestement, pas de frein à la régression sociale sans la liberté.

Nous ne concevons pas de liberté sans base économique précise dans la société où tous les rapports humains dépendent des rapports économiques. Nous ne concevons pas de liberté sans l'indépendance des entreprises diverses, leur libre concurrence et la liberté du marché (y compris lorsqu'il s'agit des entreprises coopératives prévues par Marx et Proudhon à l'intérieur d'un plan économique d'ensemble).

Nous ne concevons pas de liberté sans indépendance syndicale, y compris à l'égard d'un gouvernement ouvrier (où elle matérialiserait la séparation des pouvoirs), y compris à l'intérieur d'une société syndicaliste (où elle préciserait le rôle des divers rouages de l'organisation syndicale gestionnaire et l'autonomie réciproque de ces divers rouages) (fin de citation).

Ces deux termes d'une même proposition : la liberté du marché et l'indépendance du syndicalisme, sont les deux termes de la conception syndicaliste révolutionnaire que nous appellerons, nous, la conception syndicaliste tout court.

Elle s'oppose à la planification rigide dirigée par un capitalisme d'Etat omnipotent qui, lui, ne peut tolérer l'indépendance syndicale par rapport à ses organismes politiques dirigeants.

Or, si, jusqu'à présent, le marché et la liberté n'allaient pas sans le capitalisme, tous les régimes qui avaient triomphé du capitalisme n'allaient pas sans planification rigide, régime dictatorial et société pyramidale fortement centralisée.

Pour traduire cela par une formule aussi lapidaire qu'insuffisamment exacte nous avions d'un côté, « la liberté sans le socialisme » et de l'autre « le socialisme sans la liberté », ce qui équivaut à dire que nous n'avions ni le socialisme, ni la liberté, que ce soit d'un côté, que ce soit de l'autre. Or, si une hirondelle ne fait pas le printemps, quand de nombreuses hirondelles apparaissent au-dessus de nos têtes, il y a tout de même des chances pour que le printemps ne soit pas loin.

Depuis la révolution de 1917, l'URSS a continué sans interruption à polariser les regards des militants ouvriers, favorables ou opposés à son régime. Depuis le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe c'est une recrudescence d'intérêt qu'éveillent les phénomènes d'une exceptionnelle importance qui s'y succèdent comme des réactions en chaîne (1).

Des deux premiers, le second est sans doute le plus significatif. Après la destalinisation et la répudiation du stalinisme et du régime concentrationnaire dans les termes mêmes qui avaient été les nôtres pendant de longues années et nous avaient

fait taxer d'anticommunisme, de complicité plus ou moins consciente avec le capitalisme, sinon avec le fascisme lui-même, la désatellisation ouvre des possibilités beaucoup plus vastes encore de démocratie socialiste en Bulgarie, en Pologne, en Roumanie, en Hongrie même dont les insurgés populaires ne seront pas morts pour rien.

Ainsi se trouve élargie la première brèche ouverte dans le système totalitaire stalinien, par la Yougoslavie de Tito et s'ouvre également la seule perspective de règlement du différend sino-russe dans une confrontation démocratique de partis communistes majeurs retrouvant le système fédéraliste après celui de la direction unique. Traitée de déviation criminelle sous Staline, l'Organisation Yougoslave des Conseils ouvriers trouve dans cette évolution la plus remarquable des réhabilitations.

Certes, ni la destalinisation, ni la désatellisation ne sont complètes. Ni l'une ni l'autre n'ont été poussées encore jusqu'à leurs extrêmes conséquences jusqu'au socialisme libéral ou libertaire où elles aboutiront inéluctablement si notre planète ne connaît pas d'accident. Mais il ne peut paraître indifférent qu'à des aveugles sociaux qu'elles aient pris déjà toutes deux un tel départ. Avouons que nous n'en escomptions guère la possibilité il y a quelques années. Si nous pouvons encore lever le nez de nos échelles indiciaires, nous pourrions constater que le troisième phénomène qui s'esquisse maintenant, le dernier prévisible en date, est, peut-être, le plus important bien qu'il soit le moins spectaculaire. Il vérifie d'autre part la thèse que nous rappelions, ce dont nous pouvons nous réjouir sans fausse modestie, puisque ce n'est pas nous qui l'avons inventée.

Un récent article de la *Pravda*, publié par l'académicien Trapenikov et approuvé par M. Volkov, chef de Bureau des évaluations techniques de l'usine Likhatchev qui fabrique, à Moscou, la voiture « Moskviet », redécouvre la notion de sanction naturelle, par la vente et le bénéfice suivant la vente sur le marché libre, et la politique d'orientation des prix par la loi de l'offre et de la demande. Ce « contrôle par le marché », selon M. Volkov, doit donner le droit pour les organismes de distribution à une indépendance maxima dans les questions de contrats pour la fourniture et l'écoulement de leurs fabrications et pour l'établissement des prix.

On a trop longtemps confondu, y compris les réformistes, la notion de socialisme avec celle d'économie dirigée pour se souvenir de la fameuse formule de Marx : « Si des entreprises coopératives autonomes gèrent l'économie suivant un plan commun « que sera-ce donc, messieurs, sinon le communisme, le communisme possible ? » (c'est nous qui soulignons deux mots importants).

A partir de cela il est permis d'anticiper. Certes, les « si » seront encore nombreux et le conditionnel de rigueur : Si l'indépendance des entreprises ne devie pas jusqu'à un néo-capitalisme des bureaucrates et managers techniciens d'usines, si les conseils ouvriers et paysans autonomes établissent un contrôle gestionnaire à tous les échelons économiques et sociaux à partir des entreprises agricoles, industrielles et commerciales jusqu'aux revendications formulées dans l'établissement des plans d'orientation et programmes économiques, si des clubs, colloques, cercles de libre recherche sociale et culturelle rétablissent parallèlement à tous les échelons géographiques un soviétisme de libre confrontation ouvert à plusieurs partis, groupes libertaires, tendances syndicales comme aux individualités non organisées, si les organisations syndicales démocratiques ouvertes au libre jeu des tendances assurent la défense des intérêts des travailleurs INDEPENDAMMENT DES DIVERS ORGANISMES PRECITES et si de tels régimes s'instaurent dans des pays librement fédérés sans prédominance préalable de l'un sur les autres, de

(1) La lutte entre le Comité Central et le néopersonnalisme familial de Khrouchtchev. Le limogeage « démocratique » de ce dernier. Les diverses réactions extérieures. Tout cela n'était pas connu quand cet article beaucoup trop optimiste sans doute, fut écrit. Mais loin de les infirmer ces informations en confirment plutôt les données générales. Pour ceux qui, bon gré mal gré, vivent aussi à l'époque de la télévision, la dernière chronique de « la caméra explore le temps », consacrée à Robespierre et que Mathiez n'aurait pas reniée, a dû apporter plus d'un point de comparaison par analogie entre ces deux périodes de l'Histoire.

radieuses perspectives seront à nouveau ouvertes au socialisme contre le capitalisme et l'étatisme (2).

Si une telle optique peut paraître encore utopique elle le paraît beaucoup moins après les récentes évolutions dont nous avons signalé les premiers pas. Une telle optique devrait aider à formuler notre orientation syndicale et à adapter celle du congrès national. C'est dans une telle optique que nous pourrions rédiger avec nos camarades réformistes ou corporatistes, comme avec nos camarades communistes au moins des programmes PARTIELS communs. Mais nous craignons que la déstalinisation, la désatellisation et l'assouplissement de la planification par le marché ne soient encore des phénomènes suffisamment convaincants tant pour nos camarades réformistes ou corporatistes que pour nos camarades communistes, voire même pour certains de nos camarades syndicalistes révolutionnaires et socialistes révolutionnaires encore attachés au mythe de la planification généralisée au point que certains d'entre eux sont déjà inquiets devant ce qu'ils jugent comme le trop grand libéralisme concurrentiel de l'économie yougoslave. Il faudra que nous approchions sans doute des derniers pas de l'évolution en cours pour que nous

puissions nous accorder à son propos, car aucun critère ne peut remplacer celui de l'expérience réelle.

Jean DUPERRAY  
Félix FRANÇ

(2) Nous soulignons ces mots : **INDEPENDAMMENT DES DIVERS ORGANISMES PRECITES**. Nous restons fidèles en effet à une thèse qui paraissait une des dominantes de la R.P. d'avant-guerre : Nécessité d'une base économique précise à toute liberté ou démocratie. Mais cette base est encore plus nécessaire pour assurer l'indépendance réciproque indispensable, tant dans la société capitaliste, que dans une société prolétarienne, des divers rouages et organismes prolétariens. Qui n'est pas frappé de la faiblesse des propositions des diverses tendances ouvrières qui bornent la résistance aux déviations bureaucratiques centralistes à tout un rituel démocratique formel, dont il est facile de comprendre pourquoi il devient rapidement inopérant : Mécanisme de levées de mains au congrès préfabriqués dont toute motion sort comme elle y est entrée avec le même effectif de partisans ou opposants, sans une virgule changée.

## EXCLUSIONS PARTISANES A LA C.G.T.

Il n'est sans doute pas inutile de revenir sur le cas des métallos nantais exclus de leur syndicat en mars dernier pour délit d'opinion, afin de montrer ce que valent les propositions d'unité périodiquement lancées par la centrale cégétiste.

Sans vouloir nous étendre sur les événements qui sont à l'origine des mesures prises à l'encontre de ces camarades, rappelons qu'au dernier congrès de la F.F.T.L. (Fédération Française des Travailleurs du Livre C.G.T.) un délégué s'étant permis d'attirer l'attention des congressistes sur cette affaire et demandant la désignation d'une commission d'enquête, s'est entendu répondre de la bouche de Frachon soi-même — resté pour suivre le congrès de bout en bout (?) — qu'ayant reçu une lettre de ces camarades et renseignement pris auprès de la fédération intéressée, il a reçu la réponse suivante : Ces camarades n'ont pas été exclus de leur syndicat et par leur syndicat pour des raisons oppositionnelles, mais « en raison de leur activité constante de dénigrement et de désorganisation de la C.G.T. ».

Et Frachon, satisfait de cette « explication », d'ajouter : « La Confédération ne peut se substituer aux fédérations et je ne peux mettre en doute la parole des secrétaires fédéraux intéressés ».

Certes, du roublard (sans jeu de mot) Benoit, couvrant une fois de plus les machinations de ses fidèles, rien ne saurait plus nous surprendre. Inconditionnellement du côté des oppresseurs du Kremlin, il a applaudi à toutes les purges et aux exécutions massives opérées à l'Est et sali des pires injures et calomnies les protestataires.

Ce qui nous a, par contre, causé quelque amertume, c'est de constater l'absence de réaction contre de tels procédés de la part des autres délégués présents à ce congrès. La F.F.T.L. ne saurait-elle plus mériter son renom de gardienne des principes d'indépendance et de démocratie syndicale face à la direction moscovite ?

Comment l'idée ne leur est-elle pas venue de faire un rapprochement entre l'attitude de la justice bourgeoise qui permet au citoyen de présenter sa défense lorsqu'il fait appel aux instances supérieures d'une sanction qu'il considère injustifiée et les méthodes des dirigeants cégétistes qui actionnent la guillotine sans possibilité de recours de la part des victimes de leurs exactions ?

Car c'est bien d'une exaction qu'il s'agit. Nous avons, nous, fait notre enquête et constaté que le seul crime reproché aux métallos « dénigreur » est, en réalité, de s'être opposés à une certaine

stratégie de la fraction dirigeante maintenant la division par ses calomnies à l'égard des responsables des autres centrales et d'avoir fait à son encontre une intense propagande en faveur d'une action d'ensemble.

Contre ces exclusions opérées administrativement, des réactions se sont manifestées. Après la protestation du Syndicat National de l'Enseignement secondaire (adhérent à la F.E.N.), le Syndicat des correcteurs de la Fédération du Livre C.G.T. a, à son tour, au cours de son assemblée générale du 7 novembre, adopté à une très large majorité la résolution suivante :

*L'assemblée générale des correcteurs, saisie du problème déjà évoqué au récent congrès de la Fédération du Livre concernant le cas des sept métallos nantais exclus du syndicat C.G.T. sur le motif, à son avis insuffisant, d'activité constante de dénigrement et de désorganisation de la C.G.T. ».*

*Rappelant son attachement aux principes de démocratie syndicale et de liberté d'expression, conditions indispensables au maintien de notre unité comme à celle du mouvement ouvrier,*

*Désireuse d'avoir une information plus complète sur les faits reprochés aux exclus, charge son comité syndical d'intervenir rapidement auprès du bureau fédéral afin que celui-ci obtienne, dans un délai rapproché, toutes explications nécessaires sur cette pénible affaire.*

Or, aux dernières nouvelles, nous apprenons que sept des exclus sont passés au syndicat Force ouvrière. Sur les onze camarades qui s'étaient solidarisés avec eux et ont quitté la C.G.T., trois sont allés à F.O., les autres, écoeürés, restent inorganisés.

Voilà le résultat des tacticiens au service de l'appareil moscovite. On vide l'organisation de ses éléments les meilleurs, ceux qui refusent de servir les manœuvres tortueuses de la politique partisane et qui vont renforcer l'organisation rivale. Drôle de tactique, mais pas nouvelle, car ce sont les mêmes conneries, sinon les mêmes hommes, qui ont conduit l'ex-C.G.T.U. à la faillite.

Mais si, à trente ans de distance, l'expérience n'a rien appris à ces exécuteurs des basses œuvres de la domestication syndicale, il appartient à ceux qui, au sein de la C.G.T., entendent se dresser contre ces mœurs totalitaires et faire de leur organisation une maison habitable à tous, de cesser de se faire plus longtemps, par leur passivité, les complices des naufrageurs du syndicalisme.

N. F.

# LA POLITIQUE GAULLISTE

*Notre camarade Desachy avait joint à son commentaire du congrès du Syndicat National des Instituteurs — paru dans notre numéro de septembre — une étude sur le gaullisme. Nous l'avions réservée en raison de la place qu'ont prise, dans les trois derniers numéros, les articles sur le Centenaire de la Première Internationale. Nous la publions aujourd'hui à titre de contribution personnelle à un examen de la signification du gaullisme :*

En 1958, nous avons cru que nous allions faire un saut impressionnant vers une dictature fortement teintée de cléricanisme. Je ne crois pas forcer les mots en parlant d'angoisse chez de nombreux camarades au cours de juin 1958 après la prise du pouvoir par de Gaulle. Or, les choses ont eu l'air de suivre leur train-train habituel avec des brusques aggravations certes, mais sans changement fondamental. Il y avait deux raisons essentielles. Il fallait terminer la guerre d'Algérie en s'appuyant quelque peu sur la classe ouvrière pour contraindre la droite qui ne comprend rien à abandonner l'Algérie. Le Marché Commun était un ballon d'oxygène pour les économies des pays participants ce qui amenait en conséquence une politique de plein-emploi, de progrès économiques et de hausses de salaires pour les catégories privilégiées. Il n'était donc nullement besoin de recourir à la contrainte ou aux menaces. A ces deux raisons s'en ajoutait une 3<sup>e</sup> qui me paraît essentielle : le gaullisme avait le temps. Il se sentait solide. Il ne pouvait être un accident passager. Voulant assurer son emprise il voulait se donner le temps de mettre en place les structures et les hommes destinés à appliquer sa politique. Ainsi 6 années se sont écoulées et l'on peut mesurer le chemin parcouru. Un système est en place. Avant d'essayer de voir ce que le mouvement syndical peut et doit faire il faut donc, je le crois, ne pas se tromper et ne pas mésestimer l'adversaire.

Le gaullisme ou plutôt les forces capitalistes françaises qu'il représente a d'abord voulu mettre en place des équipes solides. Il serait dangereux de considérer la V<sup>e</sup> République simplement comme une république de petits copains succédant à une IV<sup>e</sup> de caractère analogue. Je crois que c'est M. Gilson, directeur des programmes de la RTF, mort récemment, qui l'a dit sous la forme la meilleure. A H. Jeanson il soulignait la différence entre le ministre de la IV<sup>e</sup> cherchant à caser le petit copain socialiste ou radical dans tel fromage radio-phonique et Peyrefitte plaçant ses hommes dans tous les rouages. Et Gilson poursuivait en parlant des hommes placés par la V<sup>e</sup> : Ce sont des saulés.

Et sans doute exprimait-il sa condamnation de l'atmosphère de délation, de propagande éhontée, d'informations truquées, de mépris du téléspectateur qu'il voyait se développer à la RTF. Mais aussi, indiquait-il que le copain UNR casé n'était pas un individu isolé capable éventuellement de se désolidariser comme aurait pu le faire le petit copain de la IV<sup>e</sup>. Il était et il est un pion sur l'échiquier, capable de tenir sa place dans l'équipe, capable aussi de peser sur ceux qui l'entourent afin que par lâcheté ou par volonté d'arriver, ceux-ci acceptent la politique gaulliste et même servent cette politique. J'ai pris cet exemple à dessein parce que Peyrefitte me paraît l'un des éléments les plus dangereux de l'équipe gaulliste mais aussi parce qu'on peut voir dans ce secteur où le Pouvoir veut aller dans d'autres secteurs : Statut ORTF évidemment sans aucun libéralisme, conseil d'administration dévoué au pouvoir du 1<sup>er</sup> au dernier homme (à part les délégués du personnel), fin des droits des commissions paritaires pour l'avancement et les mutations...

Un détail : Chacun savait qu'il devait y avoir un ou plusieurs représentants des usagers dans le Conseil. On a donc vu fleurir des associations de téléspectateurs (dont l'ALERTE lancée par le CNAL). Le représentant des usagers a été un UNR présentant quelques jours auparavant, le nouveau

statut de l'ORTF dans le journal gaulliste « Notre République ». Je ne dis pas qu'il y a trois ou quatre ans le Régime n'aurait pas fait attention. Mais maintenant avec cynisme et détermination il déclare : Je suis le maître et nomme qui je veux. Et être naïf au point de croire à une certaine décence du gaullisme est une faute qui prouve une mauvaise analyse du système gaulliste.

La réforme administrative donne un deuxième exemple du véritable visage du gaullisme. Tout ce qui pouvait rester de relative liberté, d'esprit de résistance plus ou moins passive à l'entreprise gaulliste, d'hommes placés entre le tronc et l'écorce, de structures de la IV<sup>e</sup> République doit disparaître. De Paris, de l'Elysée ou de Matignon, en passant par les préfetures et les sous-préfetures, les ordres doivent être transmis et exécutés sans délais. Les assemblées élues : Conseils généraux ou municipaux se voient doublées par des Commissions désignées où siègent en majorité les hommes du pouvoir et où on conserve quelques stragontins pour ceux qui désirent entrer dans le jeu gaulliste. Le préfet devient le maître absolu dans son département, le chef responsable de la politique gaulliste dans sa préfecture. Les sous-préfets ne sont plus du tout les aimables fonctionnaires dépeints par A. Daudet prêts à inaugurer telle vespasienne ou à décorer tel lieutenant de pompiers. Une administration aussi puissante que les Finances, citadelle au cours de la IV<sup>e</sup>, en est réduite à appliquer les ordres sans les discuter. Les communes, ces foyers possibles de vie politique indépendante, sont menacées de disparitions par le chemin des syndicats intercommunaux à vocations multiples précédant la fusion des communes. Guiloré cite l'étonnement disons puéril de Dervout constatant qu'après 15 ans de rapports cordiaux avec l'administration, la rupture pouvait se produire lors d'une mutation ou d'un avancement. Du chef du service public de l'Education Nationale, relativement indépendant à l'égard du préfet, dépendant du Ministère de l'Education Nationale on a fait un subordonné du Préfet chargé de faire un rapport annuel à joindre au dossier de chaque Inspecteur d'Académie. Pour tout fonctionnaire d'autorité la carrière, l'avancement est fonction du dévouement, à la cause gaulliste, du rôle de chef assumé totalement, de la volonté de briser toutes les résistances chez les fonctionnaires d'exécution placés sous ses ordres.

Ceci me rappelle les instructions de Vichy du 14 septembre 1941 : « La responsabilité des chefs, corollaire de leur autorité, est affirmée en toutes circonstances. Le chef, après s'être éclairé, décide, il décide seul en toute liberté... »

Sont donc mises en place les structures d'un état hiérarchique où tout dépend du chef, où toutes les fragiles barrières conquises par des décennies d'action syndicale pour la défense des individus et des intérêts collectifs de telle ou telle profession tombent les unes après les autres.

Parallèlement tout un ensemble de lois, de décrets, d'arrêtés, de circulaires tendent à placer les individus, les cellules sociales diverses, les syndicats dans un carcan législatif limitant au maximum leur marge d'indépendance (voir textes sur les HLM par exemple).

Tout droit acquis, disons par une certaine tradition, mais non inscrit dans des textes revêtus de l'imprimatur des finances est supprimé même quand il s'agit de mesures extrêmement limitées et ne coûtant rien à l'Etat (majoration du quart de l'indemnité de logement pour les instituteurs mariés sans enfants — exemple parmi tant d'autres).

Les aspects extérieurs d'une certaine démocratie formelle paraissant respectés. La réalité montre une extension croissante d'un régime dictatorial, d'année en année et l'année 1964 avec la parution des textes sur la Réforme Administrative a fortement vu s'aggraver les mesures antérieures. Si le climat social reste détendu le pouvoir gaulliste, le pouvoir des trusts sera encore

renforcé. Si le climat social s'aggrave les pouvoirs donnés aux représentants du Ministère de l'Intérieur aux Préfets leur permettront de se servir à plein des forces de police contre la classe ouvrière. L'Etat gaulliste évolue normalement vers l'Etat policier.

### Les problèmes économiques et sociaux

Pour la commodité de mon exposé j'ai parlé de politique gaulliste. En étudiant les problèmes économiques et sociaux nous allons retrouver les forces capitalistes françaises, associées à de Gaulle, se servant de lui et le servant. De Gaulle, avec son passé, est l'homme d'Etat, a l'envergure de l'homme d'Etat qu'il fallait aux trusts pour imposer leur politique. Disons qu'il a rencontré peu de résistances et même parfois quelque complicité de la part d'hommes dits « de gauche » mais je reviendrai sur cet aspect.

Le Marché Commun a été le ballon d'oxygène indispensable : L'apparition du plan de stabilisation en France, les divers essais de stabilisation en Italie, en Belgique ou en Allemagne sur la recommandation pressante des organismes directeurs du Marché Commun indiquent un certain essoufflement, un essai de pause, de remise en mains dirigé essentiellement contre la classe ouvrière.

Mais cette stabilisation toujours recherchée et jamais trouvée conduit rapidement à une période de ralentissement de l'expansion, de freinage de la consommation, et par le jeu traditionnel de mesures allant tous dans le même sens à la fin du miracle économique du Marché Commun, à une sécurité faisant place à l'insécurité. Pour la France de nombreuses dépenses inutiles ou de prestige accélèrent la venue d'un moment où les travailleurs de certains secteurs connaîtront le chômage, où les jeunes ne trouveront plus à s'embaucher. Déjà des points noirs apparaissent un peu partout.

Il ne peut être question pour le patronat de relâcher les efforts en vue de la stabilisation. Les prix français doivent rester compétitifs sur les marchés mondiaux. Il faut donc peser sur les salaires des secteurs public et nationalisé, d'une part. D'autre part il faut rassurer à tout prix les possédants, couper l'herbe sous le pied aux sirènes du capitalisme américain.

Commençons par le côté patronal :

Pompidou n'y va pas par quatre chemins :

**« Je me refuse à prendre des attitudes démagogiques. Il est trop commode de s'indigner contre les « profits des trusts ». Il n'y a rien de plus nuisible à toutes les classes sociales que de déclarer la guerre aux bénéficiaires des sociétés. Je suis au contraire convaincu qu'ils sont nécessaires. Je suis convaincu qu'ils sont « profitables » aux travailleurs, aussi bien qu'aux épargnants ou qu'aux capitalistes proprement dits ».**

Autrement dit, enrichissez-vous par tous les moyens. Aucun frein ne sera mis à vos appétits par le gouvernement gaulliste.

C'est dans cette optique qu'on peut comprendre la détaxation des revenus d'obligations ou des dividendes annoncée par Giscard d'Estaing.

Soulignant l'insuffisante concentration de l'industrie française et la nécessité d'avoir des entreprises à l'échelle des entreprises américaines il déclare : « Il faut aller vers des fusions, vers des ententes, vers des concentrations... Cela suppose bien sûr beaucoup de choses, mais, entre autres, une véritable révolution dans la mentalité des chefs d'entreprises, car cela entraîne, sur la répartition du capital, sur les influences susceptibles de jouer à l'intérieur des affaires, sur les habitudes et les routines, des conséquences extrêmement profondes et dont je ne me dissimule pas qu'elles sont difficiles à accepter au premier abord. Il n'en reste pas moins que, si on ne fait pas cet effort, tôt ou tard, on sera mangé ».

Si nous réfléchissons sur ce passage nous nous apercevons en clair qu'il faut éliminer les secteurs retardataires industriels, commerciaux, agricoles, liquider les entreprises marginales, le petit commerçant, le petit artisan. (Voir expérience pas tellement réussie des supermarchés). Tout doit passer sous le contrôle des grands trusts qui dirigent l'Etat. Mais cet effort conduit le gaullisme à aban-

donner ses meilleures troupes, celles qui votent pour le général, celles qui acclament les pantalons rouges de 1914, tout un vaste secteur de la classe moyenne en France. Si donc, le gaullisme abandonne sa base électorale à plus forte raison n'aura-t-il aucun scrupule à faire payer par la classe ouvrière les frais de sa politique. Et cet aspect de sa politique ne peut que conduire logiquement au renforcement de l'appareil policier.

Enfin et avec la même autorité Pompidou fixe les buts du plan de stabilisation : « Certains milieux industriels ont pu penser au départ du plan de stabilisation qu'il était destiné à freiner l'expansion. Dans la mesure où le ralentissement ne se produit pas, les voici rassurés. C'est justement cela qui m'inquiète. Le plan de stabilisation n'est pas la limitation de l'expansion, mais le maintien de l'expansion n'est pas la réussite du plan de stabilisation ». Et il souligne l'importance de la « concurrence étrangère ».

En clair Pompidou veut casser l'expansion pour casser la politique de plein emploi, pour créer un volant de chômeurs pesant sur le marché du travail. Et aussi clairement — et au risque de me répéter — il entend faire payer à la classe ouvrière, et à elle seule, les mesures financières et fiscales résultant de l'application du plan de stabilisation.

Il ne faut pas oublier que les citations ci-dessus sont extraites d'un interview de Pompidou répandant à 19 grands chefs d'entreprises et publiée dans le journal patronal « Entreprise ».

Pompidou est cohérent, cynique et brutal.

Il ne peut se permettre cette attitude quand il s'adresse aux représentants de la classe ouvrière. Il lui faut être plus souple. Mais cette souplesse n'a pas d'autres buts que d'endormir la vigilance ouvrière.

### Vers la classe ouvrière

#### a) Politique étrangère et nationalisme.

L'effort de séduction s'exerce d'abord dans le cadre de la politique étrangère : jeu de la France d'abord, jeu de la France directrice du Monde, jeu anti-américanisé extrêmement payant. Les anniversaires (1914-1944) permettent de sortir tout l'arsenal du nationalisme le plus outrancier, le plus cocardier : le poilu de 14 s'opposant au quillard de 62. L'appel à l'union sacrée, à l'unanimité nationale retentit par tous les moyens d'information et de propagande.

A chaque fois que la classe ouvrière s'est laissée prendre à ce mirage elle a connu une période de défaite.

Mais en 1964 le Parti Communiste, la SFIO, les centrales syndicales brandissent l'argument national à qui mieux mieux, se réclamant de Jeanne d'Arc ou de la France éternelle. Loin de dénoncer, de remettre les choses au point, il s'agit d'être plus patriotard que le voisin. C'est pourquoi de Gaulle trouve un terrain relativement favorable pour sa propagande.

Dans ce domaine se conjuguent les efforts de de Gaulle et des partis ou syndicats dits « de gauche » pour endormir la conscience de classe.

#### b) Association Capital-Travail :

Il y a trois ou quatre ans avait été lancé le ballon d'essai de la distribution d'actions gratuites aux ouvriers.

C'est Albin Chalandon, grand théoricien économiste du gaullisme qui propose une nouvelle solution :

**L'épargne obligatoire.** Il note les inconvénients psychologiques de la limitation de la hausse des rémunérations.

Il propose que les catégories moins défavorisées soient obligées d'investir dans « des placements agréés en fonction de leur intérêt national » les sommes qu'elles percevraient au delà d'un certain pourcentage d'accroissement. Il propose dès maintenant l'exemption de la surtaxe progressive pour la part du revenu qui serait épargnée et investie. Il ne veut pas que cette épargne aille vers les emprunts d'Etat mais vers les entreprises. (Voir « Monde » du 4 juillet 1964).

L'idée est séduisante. Elle permet de faire redémarrer la Bourse dans le bon sens, de financer les investissements industriels.



Elle ignore évidemment, comme le capitalisme français les ignore systématiquement, les besoins collectifs : Education Nationale, Hôpitaux, Routes, etc.

Mais surtout elle permet à chaque travailleur moyen, à chaque cadre, disons à chaque instituteur par exemple de se sentir l'âme capitaliste, de lire les cours de la Bourse avec intérêt, de toucher quelques dividendes.

**Et là encore, quel moyen génial d'obscurcir à jamais la conscience de classe.**

#### c) Rapport Toutée et politique des revenus :

On a vu dans la réunion des Commissions Toutée et Massé au début de 1964 un moyen de gagner du temps et c'était vrai. Mais s'en tenir là serait sacrifier l'essentiel à l'occasionnel.

Il s'agissait de faire semblant de répartir équitablement le revenu national entre les diverses classes de la société, de satisfaire cette vieille revendication stupide que l'on trouve dans toutes les motions réformistes réclamant une répartition plus équitable du revenu national, comme si le capitalisme allait sacrifier une part de ses profits sur l'autel de la réconciliation des classes, comme si demain, la révolution socialiste étant faite, les travailleurs feraient deux parts : l'une allant au capital, l'autre au travail.

Pratiquement, et l'offensive se déroule sous nos yeux depuis la rentrée sociale d'octobre 1964, il s'agit de mettre en place un système analogue au système hollandais mis en place en 1956. Des négociations ont lieu automatiquement chaque année entre Confédérations ouvrière et patronale. Un tribunal bipartite : ouvriers et patrons siège pour avis. Cet avis est transmis au « Collège des Médiateurs d'Etat » nommé par le ministère des affaires sociales. Ce Collège reçoit des directives du gouvernement concernant le niveau et la structure des salaires. Dans ce cadre strict le Collège détermine les pourcentages d'augmentations à accorder.

Ce système, très proche des propositions Toutée, a permis à la Hollande d'avoir le plus bas taux d'heures de travail perdues en raison des grèves (10 minutes par an et par travailleur, moyenne 1951-1958) soit 30 fois moins qu'aux Etats-Unis.

Donc fin de l'action directe, affaiblissement des luttes ouvrières et aussi conséquence normale pour nous : Les salaires hollandais étaient les plus bas du monde il y a 20 ans.

Cet exemple est net : Il n'y a rien de bon dans les propositions de la Commission Toutée. Il faut les rejeter en bloc. Elles risquent de faire disparaître, dans la pratique, le recours à la grève. Elles veulent détruire la conscience de classe et de réaliser une association capital-travail avec arbitrage de l'Etat bourgeois sur le terrain des rémunérations.

#### d) Les Commissions :

Les organisations syndicales se voient offrir des strapontins dans un grand nombre d'organismes créés par l'Etat.

Mettons à part les organismes où sont défendus les intérêts des travailleurs contre l'arbitraire administratif ou patronal : Commissions paritaires ou Conseils des Prud'hommes. Ce sont des conquêtes ouvrières et évidemment les délégués du personnel ont la charge de défendre pied à pied les intérêts des travailleurs et d'empêcher les sanctions.

Mais il y a les autres : Conseil Economique et social, Commissions du plan, Commissions d'expansion régionale et pour nous enseignants, Commissions de la carte scolaire, Commission Laurent sur l'étude des conditions de travail des enseignants...

La vieille constatation : créer une commission pour noyer un problème reste toujours valable. Mais il y a beaucoup plus grave. Une commission peut avoir un fonctionnement démocratique ou non. Une commission pourrait permettre dans l'idéal une confrontation profitable à tous. Elle pourrait permettre aussi d'informer les représentants des travailleurs.

Le Conseil Economique et social vient d'être renouvelé. De Gaulle a annoncé un référendum

destiné à intégrer le Conseil économique dans l'appareil d'Etat gaulliste en lui donnant certainement un pouvoir législatif. Quelle caution donneraient les organisations syndicales en continuant à siéger et en ne se démettant pas dès à présent de ce Conseil ?

Il existait des commissions d'expansion régionale. La réforme administrative les intègre totalement. Les personnes désignées ont la majorité. Le préfet préside et fixe l'ordre du jour. Leur rôle consultatif permet d'éclairer la décision du Préfet qui choisira les intérêts patronaux puisqu'il est là pour cela. Au mieux les représentants ouvriers protesteront pour rien. Au pire ils se tairont. Dans les deux cas leur présence est la caution indispensable au pouvoir. Ils étaient là, donc les règles d'une consultation démocratique formelle sont respectées.

Je siège au groupe départemental de l'Oise de la carte scolaire. Je mesure l'évolution depuis 1958. C'est le Préfet le patron qui décide de tout et qui impose ses choix quelles que soient mes criailleries inutiles.

**La présence dans tous ces organismes est une des formes les plus pernicieuses de l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.**

#### e) Diviser pour régner.

Je n'insisterai pas sur les mille et un moyens d'opposer les travailleurs entre eux par le jeu de la hiérarchie, des primes.

Herzog, ne vient-il pas de déclarer : « Il faudrait modifier la notion de fonctionnaire en établissant de nouvelles normes de paiement du personnel. A la notion d'indice devrait s'ajouter un coefficient variant selon le rendement ». (Déjà Thorez avait pensé aux primes de rendement dans le Statut de la Fonction Publique 1946).

### L'entreprise gaulliste

Elle n'a pas la brutalité dans l'application des entreprises de Hitler, de Mussolini, de Franco ou de Salazar. Elle respecte certaines formes. Elle agit prudemment, parfois même reculant, elle avance ses pions selon une stratégie bien établie. Elle a certainement contre elle tous ceux qui défendent les intérêts américains. Mais, pour nous, être mangés à la sauce capitaliste américaine ou française nous importe peu. Johnson ou Goldwater ne nous plaisent pas plus que de Gaulle et Pompidou.

Mais il y a la classe ouvrière française et les organisations qui la représentent ou veulent la représenter. Que veulent-elles faire ? Que tentent-elles ?

Il ne saurait être question d'ironiser sur la taille ou le nez de de Gaulle, sur tante Yvonne, sur tout cet appareil et ce clinquant du régime parfois si ridicule. La dénonciation des dépenses de prestige, du caractère plébiscitaire des voyages présidentiels, du coût et de l'inutilité de la force de frappe sont nécessaires, mais totalement insuffisantes. C'est prendre l'accessoire pour l'essentiel. Ce n'est pas véritablement organiser la lutte contre le gaullisme. Derrière le paravent commode de l'homme de Gaulle, de ses outrances et de son orgueil démesuré la sale besogne s'accomplit pour mettre en place l'Etat hiérarchique, policier, corporatif voulu par le capitalisme français pour mater la classe ouvrière.

En conséquence c'est en informant exactement la classe ouvrière, en isolant le gaullisme par le refus de participer à ses entreprises de collaboration de classe, en préparant la lutte directe sur une plate-forme commune à tous que l'on fera reculer puis capituler le gaullisme.

Je connais toutes les objections : gauchisme, verbalisme révolutionnaire, manque d'esprit responsable, etc. qui nous sont faites.

Je répondrai facilement : Essayez la méthode au moins avant de la condamner. Et je répondrai encore : Et tout ce que vous faites à quoi cela sert-il ? Avez vous fait reculer le gaullisme sur un seul point important (je ne parle pas de ces petits reculs tactiques sur des points mineurs) ? Non ! Alors faites autre chose. Appuyez-vous sur la seule force réelle existante : celle de la classe ouvrière.

J. DESACHY.

# OUI, LES TRAVAILLEURS YOUGOSLAVES PEUVENT SE METTRE EN GRÈVE !

On m'avait dit en Yougoslavie que si le droit de grève n'était pas prévu dans la constitution, la grève n'était pas interdite, qu'il y en avait eu, et qu'il pouvait y en avoir d'autres.

J'avais entendu parler d'une grève dans les transports remontant à plusieurs années, mais j'avoue cependant que j'étais assez sceptique sur les possibilités des travailleurs yougoslaves d'arrêter le travail. Je crois que sur ce point, comme sur certains autres, j'avais été trop influencé par ce qui se pratiquait dans ce domaine en Russie et dans les démocraties populaires. Il m'apparaissait en effet impossible, tout au moins extrêmement difficile, que les travailleurs puissent se mettre en grève dans un pays communiste sans subir les foudres des organismes directeurs de l'Etat ou du parti.

Or, il y a quelques mois, la presse nous a informé que des mouvements de grève avaient eu lieu en Slovénie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie. Non seulement les dirigeants de la Ligue des Communistes n'ont pas dénoncé ces mouvements et leurs animateurs, mais ils ont essayé de les comprendre.

Vida Tomsic, par exemple, un des principaux responsables de la Ligue des Communistes en Slovénie, a déclaré : « La conscience des travailleurs est tellement élevée qu'ils ne tolèrent pas que leurs droits soient violés... Les arrêts de travail n'expriment pas une résistance au socialisme... mais plutôt le contraire. Ils constituent une réaction des collectifs ouvriers à une gestion technocratique de leur travail ».

Miha Marinko, membre du Comité Exécutif de la Ligue des Communistes, a expliqué de son côté devant le Comité Central du parti slovène que les arrêts de travail étaient des avertissements de la part des ouvriers.

Je pourrais citer d'autres exemples montrant que l'on n'a pas cherché à priori à condamner ces arrêts de travail et ceux qui en étaient responsables, mais qu'au contraire, les dirigeants syndicaux, comme les dirigeants de la Ligue des Communistes et les dirigeants politiques ont avant tout essayé de les analyser, de les interpréter et d'en tirer des conclusions.

## ORIGINES ET CAUSES DE CES ARRETS DE TRAVAIL

Ces mouvements ont été considérés, à une ou deux exceptions près, comme parfaitement justifiées, et classées parmi les manifestations positives. Ils ont eu pour origine :

- soit l'insuffisance des augmentations de salaires par rapport aux augmentations de la production,
- soit les retards jugés anormaux dans la solution des problèmes ouvriers et le bureaucratisme régnant encore dans certaines entreprises,
- soit l'exagération de certains investissements ou leur mauvaise orientation (production du bois), ou mauvais fonctionnement de la répartition des matières premières (industries textiles).

(1) Cette dépossession n'est pas nouvelle. Il s'agit d'un des points d'accrochage du système d'autogestion yougoslave. J'ai entendu plusieurs fois des membres de Conseil Ouvrier ou de Comité de Gestion réagir contre le comportement de leur directeur.

Parfois, la direction des entreprises est responsable d'un tel état de fait. Il s'agit en particulier des entreprises dans lesquelles les directeurs ont dépossédé les ouvriers de leurs droits de gestion (1). Quelquefois, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont commis des erreurs ou n'ont pas osé prendre des mesures pénibles mais nécessaires, par exemple, en se refusant à des compressions d'emplois nécessitées par le progrès technique.

## LE REMEDE : DAVANTAGE DE DEMOCRATIE

Face à ces difficultés, quels sont les remèdes envisagés ?

On a prétendu d'abord que les arrêts de travail avaient eu lieu parce que le système d'autogestion des entreprises n'avait pas été appliqué intégralement. En conséquence, la Ligue des Communistes a proposé de développer davantage l'autogestion en donnant un contenu plus démocratique à l'expérience yougoslave.

Comme je l'écrivais dans le numéro de mars 1964 de la « R.P. », ce qui fait la force des camarades yougoslaves, « c'est qu'au lieu de cacher leurs erreurs, ils les dévoilent au grand jour, afin de mieux les corriger et de ne pas les recommencer ». C'est ce qu'une fois de plus ils sont en train de faire après les arrêts de travail en début d'année.

Les syndicats jouent un grand rôle dans ce domaine. Tito leur disait d'ailleurs lors de l'inauguration de leur congrès en avril : « C'est à vous maintenant de parler et de nous obliger d'exécuter vos demandes ».

E. CHOVET

Secrétaire général  
de l'U.D. C.F.D.T. de la Loire.

## Les écarts des salaires en Russie « socialiste »

Le Parti Communiste japonais s'est engagé officiellement dans le clan chinois. Et son appareil a exclu les partisans soviétiques.

Branko Lazitch (Est-Ouest d'octobre 1964) nous révèle ce que contenait un discours récent prononcé en mai 1964 par Hakamada, secrétaire du Parti et chef des délégations japonaises en URSS de novembre 1960 et mars 1964.

Ce qu'il relate de la réalité soviétique ne peut nous surprendre et confirme ce que nous avons dit. Cependant, le militant japonais qui attaquait surtout Khrouchtchev, établissait une différence entre la Yougoslavie « devenue un Etat capitaliste » et la Russie où « existe encore l'héritage du socialisme »...

Ce dernier hommage se justifie-t-il par cette révélation qu'il y a en URSS 30 catégories de salaires, allant du maximum de 3.000 roubles au minimum de 40 roubles par mois, donc dans un rapport de 1 à 75 — c'est-à-dire qu'à l'indice 100 à la base correspondrait l'indice de 7.500 au sommet. Cela donnerait en France pour 500 F ou 50.000 anciens francs comme salaire minimum une échelle de salaires atteignant 37.500 francs ou 3.750.000 anciens francs au faite.

Il est pas mal de cadres supérieurs en France... et même aux U.S.A. qui vont certainement souhaiter une telle... socialisation de leur rémunération !

## « L'ALGÉRIE EST-ELLE SOCIALISTE ? »

« Le mérite essentiel du P.P.A. est d'avoir senti qu'il n'y avait aucun aménagement possible dans le cadre du colonialisme français. » (p. 33).

Bien sûr. Et qui ne serait d'accord sur la formule du programme de Tripoli : « remise en question immédiate et automatique de toute la société opprimée » ? (p. 112). Mais avoir à peu près tout cassé et n'avoir à peu près rien remplacé (l'ONACO, par exemple, Office national de commercialisation — exemple pris entre dix autres — est toujours incapable de remplacer correctement les circuits commerciaux traditionnels qui ont été brisés, et il y a encore beaucoup trop souvent, sur des denrées alimentaires de première nécessité, telles que le sucre, le café, le thé, le beurre, le poivre, les pommes de terre, des ruptures de stocks qui inquiètent ou affolent la population et donnent lieu à des spéculations dont les M.P.S. — Magasins pilotes socialistes — ne sont pas les derniers à tenter de tirer profit), au lieu d'essayer, comme le préconisait l'ancienne U.G.T.A. dans son rapport de janvier 1963, dans lequel elle proclamait par ailleurs la nécessité d'une période transitoire (rapport qui est reproduit en annexe du livre et qui constitue un document d'une étonnante richesse), de « pénétrer l'infrastructure du régime colonial », a eu pour résultat immédiat de rendre plus abominable encore l'effroyable condition des masses populaires.

« Voyous et maquereaux. » (p. 35).

« Gaspillage et individualisme » (p. 65).

« Incompétence et corruption. » (p. 91).

Je suis d'accord, je suis d'accord, je suis d'accord.

« L'incompétence, le gaspillage ne sont pas déterminants si l'Etat est authentiquement le représentant des travailleurs. » (p. 107).

Là, je suis moins d'accord ; mais c'est sans importance car l'auteur a dit le contraire plus haut : « Il est nécessaire que l'appareil d'Etat ne soit pas le premier à donner l'exemple du gaspillage et de l'individualisme » (p. 65), et y reviendra plus bas : « Il n'y a pas d'exemple de mobilisation durable des masses si l'appareil d'Etat donne l'image de la corruption et du gaspillage. » (p. 114).

« Le Front ne s'était pas préparé pour une guerre de longue durée. » (p. 38).

Voilà qui est intéressant. A l'heure actuelle dans les milieux dirigeants on proclame généralement le contraire : « On était parti pour quinze ans et moins de huit ans nous ont suffi ». Et actuellement, pour la construction de l'Algérie indépendante, après avoir d'abord fait croire aux masses que le bien-être et la liberté pour tout le monde étaient pour tout de suite (Boumaza ne se flattait-il pas en 1963 de liquider le chômage en six mois ? — p. 27), si s'élèvent, bien timidement, quelques rouspétances, on fait brutalement remarquer qu'« après tout personne n'est encore mort de faim » et que, pour l'heure, une « démocratie à huis clos » est bien suffisante.

Cette révolution qui s'est vantée, un temps, d'être une révolution sans prisons ni exécutions, et qui a aujourd'hui ses Boudiaf et ses Chabani, que

va-t-elle faire, qu'est-elle en train de faire de ses promesses de bien-être et de liberté ? Tout est à craindre. 1963-1964 fut l'année du gaspillage dans la misère ; que sera l'année de disette 1964-1965 ?

« L'exécutif provisoire tente de mettre en place des structures visant à créer les meilleures conditions pour le renforcement du capitalisme. » (p. 41).

« L'aide financière est essentiellement l'aide au renforcement des structures capitalistes en Algérie. »

Dans une étude qui se veut scientifique, un tel langage est ridicule. Le capitalisme est touché à mort en Algérie ; il n'y a pas tentative de renforcement mais tentative d'adaptation, d'aménagement dans le cadre de l'Algérie indépendante et socialiste. L'accord Berliet me paraît beaucoup plus intéressant (et intelligent) qu'inquiétant.

« Ben Bella élu président de la République par plus de 95 % des voix ; le chef de l'Etat eut une popularité et une autorité incontestable... Il pouvait tout entreprendre... Il n'en fut rien... » (p. 48).

Chaliand se fout du monde. Il sait très bien qu'en septembre 1963 la popularité et l'autorité de B.B. étaient déjà très émoussées. Il sait aussi comment s'est déroulé le scrutin et que Naegelen a laissé d'excellents élèves en Algérie. Il sait très bien que ces 95 % c'est du bidon, comme l'avait été la « massive » approbation de la constitution le dimanche précédent. Toute l'Algérie, benbellistes compris (ils étaient tout de même encore assez nombreux à l'époque), s'est tapée sur les cuisses à la proclamation des résultats : « Ah ! ils sont malins ! »

Les élections du 20 septembre 1964 se sont déroulées dans le même style : 100 % de votants dans de nombreuses communes ; et ce résultat était parfois acquis avant midi ; dans le sud en particulier où, d'après la presse, des bureaux itinérants motorisés étaient guidés par des hélicoptères vers les campements nomades (!!!). Les opérations ont eu lieu, nous dit An Nasr, « dans l'ordre, le calme et la dignité ». C'est beau, c'est beau, c'est baudelairien !

Dans son éditorial du 23 septembre, le même journal déclare : « Il faut avoir le courage et le front haut de dire que les organisations locales et régionales du Parti comportent encore de grandes impuretés aussi bien dans la composition de classe de nos rangs que dans le style de travail qui n'est pas encore résolu ». Pour ce qui est du style de travail électoral en particulier on peut dire qu'on se trouve en présence de l'impureté à l'état pur. Le même éditorialiste, Belaïd J. Ahmed, que j'avais trouvé tout de même un peu culotté, a récidivé le lendemain : « Le temps de la colère... Que le pouvoir prenne garde... Constantine a vu seulement 125 personnes au meeting

(\*) Livre paru aux Editions Maspero. Son auteur a été co-rédacteur en chef de l'hebdomadaire gouvernemental « Révolution Africaine ».

(1) Cette expression de « démocratie à huis clos » (en attendant la démocratie du silence) a été employée par un responsable du Parti parlant le 12 septembre 1964 à la session d'accueil et d'information organisée par l'Archevêché d'Alger à l'intention des nouveaux coopérants.

(2) Jamais il n'y a eu autant de maquis dans l'Algérie de B.B. et... moins de maquisards. Les fellahs, patients mais lucides, en ont marre de B.B. et de ses phrases creuses ; mais ils en ont plus marre encore de la guerre. Les types qui prennent les maquis jouissent de la sympathie générale, mais personne ne les suit. Pourtant l'énervement s'accroît (ceci est écrit fin septembre). Dans les villes, les services répressifs doivent être très prudents. La situation alimentaire est précaire. Les vols se multiplient. La mauvaise saison s'annonce difficile pour les pouvoirs publics.

électoral...» Que se passait-il ? Je l'ai appris quelques jours après : Belaid J. Ahmed n'est pas culotté ; il est courageux ; il est écoeuré ; on l'a tabassé ; il est en toie ; chapeau !

« Il n'était pas besoin d'entraîner les masses, car celles-ci savaient fort bien ce qu'elles voulaient. Il suffisait de leur montrer qu'il était possible de l'obtenir et comment. » (p. 49).

Ce genre de réflexion (la deuxième phrase soulignée par moi) est bien déplaisant. A qui appartient-il de montrer aux masses algériennes qu'il est possible d'obtenir ce qu'elles veulent et comment, sinon à ces masses elles-mêmes ? Chaliand s'exprime comme s'il se sentait en dehors d'elles, comme une sorte de conseiller technique de la révolution algérienne. Il se gourre ! Il terminera son livre en pontifiant : « L'Algérie est condamnée au socialisme scientifique » (p. 115). Pour l'heure, les Algériens sont condamnés, pour plus de 50 % d'entre eux, à avoir faim tous les jours, et ils trouvent les propos de Chaliand de bien mauvais goût.

« Appareil d'Etat à idéologie, origines et aspirations bourgeoises, tendant peu à peu à créer un capitalisme d'Etat. » (p. 66).

« Alliance de la bourgeoisie et de la bureaucratie pour instaurer un capitalisme d'Etat. » (p. 81).

Capitalisme d'Etat, position de repli de la bourgeoisie algérienne ? La réalité boumazienne (lequel par ailleurs a une âme de flic et s'entoure de flics) n'apparaît toute autre.

Et qu'est-ce que l'auteur a à nous offrir à la place de capitalisme d'Etat bourgeois ? Un capitalisme d'Etat prolétarien ? Un socialisme d'Etat ? Y croit-il, lui qui sait très bien que le syndicalisme d'Etat est la négation du syndicalisme ? « L'U.G.T.A. n'a de syndicat que le nom » écrit-il lui-même (p. 63).

« La nationalisation des moyens de production et d'échange n'est pas tout. Ce qui importe c'est la construction d'un Etat au service exclusif des travailleurs. » (p. 88).

Soit ; bien que je préfère la formule de l'U.G.T.A. (l'ancienne, celle d'avant le coup de force du début de 1963 pour lequel Khider et B.B. étaient pleinement d'accord) : « Les masses populaires attendent de la République algérienne démocratique et populaire des solutions rapides à leurs problèmes quotidiens » (p. 125). Et leurs problèmes quotidiens, c'est du travail et du pain ; et aussi la paix. Il est archi-faux d'écrire que « les masses aspirent au socialisme » (p. 94). Elles ne savent pas ce que c'est. Si le socialisme leur apporte du travail, du pain et la paix elles seront socialistes. Sinon, elles seront anti-socialistes. Elles commencent à l'être. Elles savent, elles voient que la nationalisation a fréquemment entraîné des débauchages (p. 29) (3), la réduction de la production (p. 76) (4), et je provoque de plus en plus souvent des haussements d'épaules sceptiques quand je dis que le socialisme n'est pas forcément le chômage et la faim.

« Nulle part les structures anciennes une fois brisées n'ont pu être automatiquement remplacées par de nouvelles avec une productivité supérieure. Le fait que la production du sucre a baissé par rapport à celle du temps de Batista ne remet pas un instant en cause l'orientation économique du régime révolutionnaire cubain. »

Possible pour l'intellectuel de gauche qui gagne sa croûte en grattant son papier pour son hebdomadaire ; je ne sais pas ce qu'en pense le paysan cubain, mais je sais que le fellah kabyle qui continue à gratter sans espoir, jusqu'en haut de la montagne, le sol rocailleux où se tortent ses maigres figuiers, préférerait se nourrir de bon couscous que de beau langage. « La première tâche

à laquelle s'attèlera le pouvoir, c'est, écrivait l'U.G.T.A. dans son rapport de janvier 1963, le retour à la situation qui a précédé l'offensive de l'O.A.S. Il s'agit de faire démarrer les entreprises, les chantiers, les propriétés agricoles qui, à l'époque, tournaient normalement. » Qu'est-ce qui tourne à peu près rond actuellement en Algérie en dehors de quelques entreprises qui essaient de s'adapter ?... Il y a dans mon patelin une entreprise industrielle autogérée que l'on fait visiter à toutes les délégations qui passent : les russes, les chinoises, les bulgares, les yougoslaves, etc. Toutes en sortent bien entendu enthousiasmées. Et si c'était une délégation catholique, éclairée par le Saint-Esprit, ce serait du délire. J'ai eu connaissance récemment du dossier de cette entreprise, dossier établi par ses responsables qui sont de braves types, vaillants, techniquement qualifiés, mais qui découvrent à peine ce qu'est un amortissement, un prix de revient. Ils découvrent aussi qu'ils sont économiquement foutus : pas de débouchés (on continue à produire un article qui intéressait surtout les Français qui sont partis), pas de trésorerie, des stocks d'inventés (et il s'agit d'une marchandise périssable !). La culbute est pour demain.

« L'avenir dira si la position conciliante qu'il (Alger Républicain) a adoptée est efficace. » (p. 111).

C'est surtout Chaliand qui est conciliant à l'égard d'un canard qui est proprement écoeuré.

« Dans les pays socialistes... la gestion de l'économie... se fait par le truchement d'un appareil administratif qui représente les intérêts des ouvriers... La bureaucratie à un certain degré est un phénomène inévitable dans cette période de transition... Malgré des faiblesses intrinsèques, l'administration a joué et joue un rôle progressif... La bureaucratie, c'est-à-dire la routine administrative... » (p. 111).

Tout ceci est bien mauvais, bien irritant, bien... intéressant.

Abú CHENAF.

## A CUBA, LES SYNDICALISTES SONT TOUJOURS EN PRISON

Un grand nombre de syndicalistes sont en prison, condamnés à des peines allant de sept à trente ans prononcées en raison de leurs activités « contre-révolutionnaires ». En outre, un grand nombre d'entre eux ont été exécutés.

Parmi ceux qui sont en prison se trouve David Salvador, le premier et le seul secrétaire général élu de la Confédération révolutionnaire des travailleurs cubains (C.T.C.-R.). Il avait été désigné par le Congrès de la C.T.C. en novembre 1959. Sur les 3.000 délégués au congrès, les communistes ne pouvaient compter que sur 150 partisans.

Bien des arrestations ont suivi celle de David Salvador, parmi lesquelles Luis Miguel Linsuain, secrétaire de la fédération de l'hôtellerie de la province d'Oriente, condamné à 7 ans d'emprisonnement ; Julio Padron, secrétaire de la fédération de l'hôtellerie, 10 ans ; Antonio Dagas, secrétaire suppléant de la section cubaine de la Confédération nationale du Travail espagnole en exil qui, jusqu'à ce jour, n'a pas encore passé en jugement ; José Lauro Blanco, ancien membre du Conseil exécutif de la C.T.C. et ancien dirigeant de la fédération des autobus, 30 ans ; Basilio Medina Luna, ancien dirigeant de la fédération des métaux ; 12 ans ; Leandro Barreras, membre du conseil exécutif de la fédération des travailleurs du sucre ; Norbetu Abreu, secrétaire de la fédération des arts graphiques ; Javier Gonzalez, secrétaire du syndicat des travailleurs des distilleries ; Sara Carranza, employée au siège de la C.T.C., 30 ans ; Ada Gonzalez Gallo, déléguée du syndicat du téléphone à la Havane, 20 ans ; Carlos Rubiera Feito, organisateur de ce même syndicat, 20 ans ; Henry Martinez Lopez, secrétaire de la C.T.C. à Camaguey, 20 ans.

(3) Alors que dans le « contexte » algérien actuel (le mot « contexte » est très à la mode à Alger) la pire façon d'exploiter l'homme est de ne pas le faire travailler...

# VERS UNE DÉMOCRATISATION DES SYNDICATS GRECS ?

Depuis le changement de gouvernement intervenu en Grèce après les élections de février dernier, les luttes sociales ont continué à se dérouler en Grèce, mais dans un climat différent.

De nouveaux syndicats se sont formés spontanément ainsi que de nouvelles Unions de syndicats et de nouvelles Confédérations, mais ni les uns ni les autres ne professent les doctrines syndicalistes traditionnelles et ils ne se donnent point pour but la suppression du salariat.

Devant cette floraison de nouvelles organisations et des rivalités qu'elles engendrent, le ministre du Travail a préparé un projet de loi qui tend à assurer l'inclusion de certains principes démocratiques dans les statuts des syndicats, ainsi que dans les dispositions relatives à l'organisation des assemblées syndicales, des congrès, des élections aux fonctions syndicales et de l'administration des syndicats, car l'on estimait à peu près partout que des changements radicaux devaient être apportés à l'organisation syndicale en mettant fin au contrôle qu'elle devait subir de la part de toutes les autorités de l'Etat, y compris la police — qui assistait à toutes les réunions ouvrières — comme c'était le cas précédemment.

Donnons à ce sujet quelques faits, des faits contre lesquels n'ont jamais protesté jusqu'ici les représentants de l'Internationale syndicale, sous le prétexte du respect de l'indépendance nationale :

1° le financement de la C.G.T. (affiliée à la C.I.S.L.) était assuré par le ministère du Travail, qui disposait à cet effet des fonds de la caisse dite du « Foyer ouvrier », fonds provenant des cotisations obligatoires des salariés ;

2° Ces fonds étaient répartis entre les seuls syndicats qui s'engageaient par serment à respecter les ordres de la direction confédérale ;

3° Tout syndicat ou syndiqué non-conformiste était immédiatement exclu ;

4° Des fiches étaient établies par les syndicats sur tous les militants et ces fiches étaient communiquées à la police politique ;

5° On faisait appel aux grandes sociétés capitalistes et aux Chambres de commerce pour soutenir financièrement les syndicats ;

6° On refusait d'embaucher tout ouvrier qui ne possédait pas le certificat de « loyauté civique », et tout logement lui était refusé par le « Foyer ouvrier ».

Telle était la situation jusqu'en février 64.

## SINGULIÈRE INTERVENTION DE LA C.I.S.L.

Après les élections, le nouveau gouvernement de centre-gauche voulut mettre fin à de tels abus, en raison de ses obligations envers le Marché commun, mais il se heurta à une opposition acharnée de la part des politiciens de droite et de tous les parasites syndicaux au service de la réaction. Le comble fut que la C.I.S.L. envoya à Athènes une délégation chargée de faire pression sur le gouvernement et les députés pour empêcher le vote de la loi qu'avait proposé le gouvernement. Ce faisant, le but de la C.I.S.L. était de sauver les anciens cadres syndicaux, ses amis. Cependant le gouvernement n'a pas cédé, au moins sur l'essentiel ; il n'accepta de modifier que trois articles de son projet qui avaient été très critiqués par les communistes, et la loi a maintenant été promulguée.

Mais une loi n'est par elle-même qu'une formule vide ; tout dépend de son application. Or celle-ci exigera de la part de la classe ouvrière une conscience de classe qui, malheureusement, fait complètement défaut à ses cadres, ceux-ci étant totalement ignorants de l'histoire du mouvement syndical international.

Actuellement, la lutte est engagée entre diverses équipes pour s'emparer des postes administratifs confédéraux prévus par la loi. Le précédent bureau confédéral a été démissionné et un nouveau bureau comprenant des représentants des diverses ten-

dances doit être nommé par décret, avec la mission de préparer un congrès dont les membres devront avoir été élus démocratiquement et librement.

Il est douteux que le ministre du Travail puisse parvenir à contenir les ambitions déchainées de ceux qui espèrent continuer à vivre d'un syndicalisme paternaliste et « alimentaire » ; aussi conviendrait-il que les syndicats libres d'Europe interviennent pour empêcher que ne s'instaure un syndicalisme semblable au précédent. Il revient notamment aux militants français de F.O. de s'occuper de cette question, au lieu de s'en remettre purement et simplement aux Américains et aux Belges.

Notons qu'à la différence de ceux-là, les syndicats allemands n'ont jamais soutenu les parasites de l'ancienne organisation syndicale grecque et qu'ils se sont fraternellement occupés de protéger les 150.000 ouvriers grecs qui ont émigré en Allemagne.

Signalons enfin qu'en Grèce même, les anciens chefs socialistes, tels que MM. Tsirimokos et Someritis, par opportunisme et pour ne pas s'aliéner les nouvelles directions syndicales et la C.I.S.L., se sont tenus à l'écart de la lutte pour la démocratisation syndicale.

De toutes manières, cette démocratisation sera longue et difficile. La gauche du Centre démocratique, divisée par des rivalités nées d'ambitions ministérielles, n'a pas l'autorité morale nécessaire pour pouvoir l'imposer. C'est ainsi que, sur 600 cadres qui ont été nommés par décret pour administrer 60 caisses de sécurité sociale et divers organismes de protection du travail, la moitié provient, s'il faut en croire les communistes, des anciens cadres syndicaux. Mais les communistes sont dépourvus de toute autorité pour protester contre cela, étant donné qu'ils sont aussi fromagistes et aussi adversaires de la démocratie syndicale que les autres lorsqu'ils s'opposent notamment à une limitation de la rééligibilité dans les fonctions syndicales.

Quoi qu'il en soit, le mouvement de rénovation syndicale actuellement entrepris mérite que tous les militants ouvriers d'Europe suivent avec attention les prochains développements de la Confédération Générale du Travail grecque après qu'auront été nommés les nouveaux dirigeants des Bourses du Travail et de la Confédération.

J. CONSTANTIS

Parmi nos

## LETTRES

### SUR LA NOUVELLE C.F.D.T.

De THEVENON (de la Loire) :

*La nouvelle C.F.T.C. est durement traitée par la Loire-Inférieure, l'Ecole Emancipée... C'est excessif, à mon avis. Une évolution se produit chez tous ces ex-J.O.C. Ils reprennent la plupart de nos points de vue. Par tactique ? Pas sûr. Et peut-être seulement au début. L'esprit du syndicalisme révolutionnaire l'emporte souvent. Et c'est heureux. Il ne faut pas faire preuve de sectarisme et être objectif. Ce qui ne m'empêche pas de regretter leur démagogie, leur tendance à vouloir être toujours plus à gauche que le plus affirmé à gauche. Ce qui ne m'empêche pas de craindre leur volonté de pénétration dans les institutions bourgeoises. Il faut être prudent dans ce domaine et ne s'engager que lorsqu'on est très fort, très sûr de soi. Ce n'est pas encore le cas pour le mouvement syndical.*

## SUGGESTIONS POUR LA « R.P. »

De Pierre AUBERY (de la Seine-Maritime), cette lettre à Guilloré :

Je veux profiter que les impressions que m'a laissées la réunion de samedi au Musée Social sont encore fraîches pour vous en faire part. Je suis tout à fait d'accord avec les commentaires de nos camarades et les vôtres sur l'exposé de Georges Vidalenc. C'était tout à fait ce que nous attendions. La vraie question à débattre qui en découlait me semble celle-ci : « Quelles sont les catégories sociales qui correspondent aujourd'hui aux ouvriers spécialisés, aux « bronziers » de 1860, quelles sont les limites de la classe ouvrière ? » Il me semble que les meilleurs critères permettant de répondre à ces questions se trouvent encore au sein de l'action quotidienne dans le syndicat. La moindre grève, la moindre contestation à propos de salaires ou de conditions de travail, permet en effet de compter — comme le faisait remarquer Hagnauer — ceux qui se rangent du côté de l'autorité, du patronat et ceux qui acceptent les difficultés, les travaux et les risques de la lutte.

Malgré toute la sympathie que j'éprouve pour Rimbart, dont l'intelligence souple et la personnalité attachante, séduisent, je crains qu'il n'ait soulevé des questions qui relèvent surtout de la rhétorique. La tâche primordiale reste celle qui est à notre portée : créer, construire, développer, animer des syndicats. Cela ne signifie pas qu'il faille se désintéresser totalement de la politique. On peut toujours sur le plan électoral appliquer la tactique du syndicaliste américain Gompers : « Récompenser nos amis — en leur donnant nos voix — et punir nos ennemis en votant contre eux. » D'ailleurs, nul gouvernement, nul parti politique au pouvoir ne serait ce qu'il peut être aujourd'hui en France, s'il avait en face de lui un syndicalisme fort. La plus grosse difficulté du syndicalisme en France ne réside-t-elle pas en ceci que, par définition et par nécessité, il est décentralisé, régionalement et corporativement, alors qu'il se trouve en face du pouvoir économique du patronat et d'un pouvoir politique beaucoup plus unifiés dans leur structure.

Mais, pour importantes que soient ces questions, je me demande si nous ne ferions pas encore un travail plus utile dans la R.P., plus à notre portée, si nous lançions des enquêtes, si nous publions des témoignages de camarades sur des questions précises qui intéressent directement la vie quotidienne des travailleurs et conditionnent l'avenir du mouvement ouvrier. Par exemple :

1° La durée du travail. Quelle est la durée réelle, effective du travail dans les entreprises à Paris, en province ? Quelle est la proportion des salariés qui font des heures supplémentaires ? Combien ? Quelle place tient, dans leur budget, le supplément de ressources qu'ils en tirent ? Quelle devrait être la journée de travail ? Travail continu — travail coupé de la longue pause du déjeuner ? Nombre de jours de travail par semaine considéré comme optimum du point de vue du salarié ?

2° L'éducation. Les fils et les filles de travailleurs sont-ils éduqués dans un esprit ouvrier ou bien leurs parents les incitent-ils à chercher à se faire une place dans les structures bourgeoises ? Que pense-t-on aujourd'hui du « refus de parvenir » ?

3° Le logement. Combien de salariés sont propriétaires de leur logis ? Pourcentage du budget affecté au logement ? Quelles sont les caractéristiques du logement ouvrier de nos jours ? Les travailleurs aspirent-ils à la petite maison individuelle ou bien apprécient-ils plus les logements dans les grands ensembles ?

4° Le rôle de l'automobile. Le salarié motorisé dispose-t-il effectivement d'une plus grande liberté de choix, quant à son lieu de travail et de résidence ? Autres incidences de l'automobile sur sa mentalité et ses aspirations.

5° La distribution. Comment s'approvisionne de nos jours la ménagère dans une famille de salariés ? Petits commerçants de quartier ou supermarchés ? Peut-elle contrôler les prix et la qualité des produits qu'elle achète en fonction des cours des Halles, par exemple ? Est-elle influencée par la publicité dans le choix des denrées ?

Pour conclure, je voudrais avancer une dernière

suggestion. Venu au Musée Social entre deux trains, je n'ai pu faire la connaissance de tous les camarades présents dans la salle. Cela m'a amené à penser qu'il serait fort agréable d'organiser des « Journées de la R.P. » dans un cadre agréable et commode, comme l'abbaye de Royaumont, par exemple. Il y aurait des séances plénières où nos camarades ou bien des conférenciers invités traiteraient de questions qui nous préoccupent. Il y aurait des séances de discussion et de travail. Il y aurait des repas pris en commun et des périodes de liberté où nous pourrions faire connaissance les uns des autres. Je suis sûr que nombre de nos camarades, en particulier de ceux qui ne sont pas parisiens, apprécieraient de telles rencontres. Qu'en pensez-vous ?

## SUR LE REGIME DE BEN BELLA

Le camarade qui signe ABU CHENAF nous écrit d'Algérie :

Ici l'étouffement continue. Je me défends en écoutant la radio suisse et en lisant la Croix. Oui, c'est ce journal qui publie actuellement les informations les plus intéressantes sur l'Algérie. Le Monde est d'une complaisance scandaleuse. Je l'ai d'ailleurs écrit à Beuve-Méry. J'ai été souvent irrité autrefois par votre « anti-Mondisme ». Je commence à le partager. Je lis dans la presse algérienne d'aujourd'hui de larges extraits de l'intervention communiste dans la discussion du budget des Affaires algériennes. La « réalité algérienne » y est décrite par référence au Monde !

J'attendais avec impatience comment Le Monde rendrait compte des récentes déclarations de Broglie sur les relations algéro-françaises devant les membres de l'association des journalistes d'outre-mer. D'après la presse algérienne du 6 novembre, il aurait souligné la signification des dernières élections, « signification qui réside dans le pourcentage élevé des votants » !!! Le Monde du 7 novembre se contente d'écrire que M. de Broglie « aurait constaté que l'Algérie prenait ses assises politiques ». Ce n'est déjà pas mal.

Avez-vous remarqué il y a quelque temps dans le même Monde le bien déplaisant reportage d'Escarpit sur l'Albanie, sans un mot sur le chien sanglant qui règne sur ce malheureux pays. Vivement, un coup de gueule de Louzon !

## UNE DEFENSE DE SARTRE

De Jean CACOUAULT, de Niort, cette lettre adressée à Hagnauer :

En ouvrant la R.P. j'étais sûr d'y découvrir l'article sur Sartre. Si tu ne l'avais écrit, un autre aurait dit les mêmes choses à ta place. Que mon attente n'ait pas été déçue, voilà bien ce qui me navre.

Si j'avais le temps, j'essaierais de dire pourquoi vous avez tort de mépriser Sartre : la R.P. étant la seule revue de son espèce, cela crée pour elle de singuliers devoirs — et d'abord celui d'être juste. Elle a su, le plus souvent, contrairement à d'autres, éviter le piège de la secte. Pourquoi y tombe-t-elle toujours lorsqu'il s'agit de Sartre et de quelques intellectuels ? Pour l'instant je te dirai seulement ceci :

A la R.P. vous n'aimez pas Sartre. C'est votre droit. Mais il conviendrait alors d'opposer des arguments aux siens et non de ramasser dans les poubelles de la presse bourgeoise des expressions toutes faites et dénuées de sens : « pape de l'existentialisme », « Grande Sartreuse », etc... Dans l'article d'Hagnauer, je relève plusieurs griefs sans fondement :

1° L'orgueil, bien sûr. C'était prévu. Mais tous ceux qui connaissent Sartre vous diront ce qu'il en est. Il n'a jamais joué au « maître » à penser, au pontife. Son refus était attendu : il était implicitement contenu dans sa pensée, dans son œuvre. C'est son acceptation qui eût été surprenante et, il faut le dire, attristante. Qu'aurait-on dit à la R.P. alors ? On l'imagine aisément. Quoi qu'il fasse il méritera toujours qu'on le fouette. Non, Camus et Pasternak ne sont pour rien dans cette affaire.

Nous en avons connu d'autres qui sont devenus

académiciens. Mais d'autres aussi ont refusé les distinctions. Je ne vous savais pas aussi respectueux des honneurs officiels à la R.P.

2° Sartre est jaloux de Camus, « l'anti-Sartre ». J'attendais aussi le nom de Camus, bien sûr. Toutefois, le grief de jalousie est surprenant. A-t-on lu à la R.P. ce que Sartre a écrit sur Camus au lendemain de sa mort ? Je sais, il y avait eu la rupture, mais qui en prit l'initiative ? N'est-ce pas Camus qui ne put tolérer la critique de Jeanson à propos de l'Homme Révolté, Camus qui ne pouvait admettre — il l'a montré en d'autres occasions — la moindre réserve publique sur son œuvre ? Pourquoi imputer à l'un ce qui revient à l'autre ? La vérité est dans un numéro des Temps Modernes (ainsi que dans un volume d'Actuelles et un volume de Situations). Il suffit de lire et de comparer les textes. L'hommage posthume est exempt de tout ressentiment.

Je suis toujours surpris qu'on vive à la R.P., revue syndicaliste révolutionnaire, dans le culte de Camus. L'homme n'est pas en cause mais a-t-on lu, vraiment lu, l'Homme Révolté, livre aux conclusions réformistes (pour reprendre un vocabulaire un peu usé sans doute mais très pratiqué encore, et à la R.P. même) ?

Autre question : Ai-je le droit d'aimer à la fois Sartre et Camus ? sans en faire des idoles ?

3° « Publicité intelligente »... « L'engagement de Sartre lui rapporte plus qu'il ne lui en coûte ». Vous visez une fois de plus à côté. Tout le monde sait que Sartre est parfaitement insoucieux de ses intérêts matériels. Il est peut-être dégagé de tout souci de cet ordre mais d'autres, sans doute, s'ils étaient à sa place, seraient vraisemblablement moins prodigues de leurs biens. Voir un calcul sordide dans son attitude c'est exactement réagir à la façon des stalinien lorsque Gide publia Retour de l'URSS.

J'ai nommé Gide. Si Sartre est aujourd'hui aussi écouté et aussi contesté — aussi aimé et aussi détesté — que le fut l'auteur des Nourritures, c'est peut-être tout simplement parce qu'il gêne les bien-pensants de tout bord. C'est cela sans doute qui fait son importance. Et l'on peut regretter, quand on a aimé Camus vivant, de le voir annexé par tout le monde : cela le rend inoffensif.

Je pense qu'on me rangera au rang des « petits sartriens » et je sais que je ne convaincrs pas. Tant pis. Tant pis pour la R.P. L'ironie manque souvent son but et il est toujours dangereux de se laisser aller au ressentiment. Pour être sérieux et éviter le discrédit, c'est le fond du problème qu'il faudrait aborder : la pensée de Sartre, ses options politiques ensuite.

Voilà, mon cher Hagnauer, un peu en vrac, quelques remarques parmi bien d'autres que j'aurais pu faire. J'ai voulu te dire seulement que tu te trompais — que la R.P. se trompait — mais je n'ai pourtant pas oublié le militant clairvoyant du S.N.I. d'avant 1939 et cela m'attriste que la R.P. se fourvoie.

\*\*\*

Cacouault nous connaît depuis longtemps. Il sait donc que la solidarité du noyau de la R.P. ne s'est jamais traduite par le monolithisme doctrinal. Nous n'avons pas dissimulé nos divergences sur la solution de graves problèmes. Pourquoi nous attribuer une attitude concertée à l'égard d'illustres personnages : littérateurs et philosophes ? Sur des points précis, nous avons pu réagir unanimement, lors de prises de position politique par Sartre. Cela n'implique nullement un impératif... « antisartrien ». Deux d'entre nous se sont opposés dans nos colonnes, à propos de Pasternak. Les signatures de certains membres de la R.P., lors du conflit algérien, se sont jointes à celle de Sartre... D'autres furent délibérément refusées.

Je prends donc seul la responsabilité de ce que j'ai écrit dans notre numéro de novembre contre J.-P. Sartre. Je n'ai pas ramassé l'expression « pape de l'existentialisme » dans les poubelles de la presse bourgeoise... où j'aurais pu cueillir au contraire pas mal de fleurs de rhétorique pour couronner l'auteur des « Mains sales ». Et je ne

vois vraiment pas en quoi j'ai abusé dans la polémique, en accordant à Sartre une sorte d'infaillibilité dans un domaine strictement limité... qui ne m'est pas familier.

Mon innocente plaisanterie sur « la Grande Sartreuse » a choqué Cacouault. Je changerais de ton, s'il me fallait relever ce que l'injuste malignité de Madame De Beauvoir lui a inspiré contre Camus, Germaine Tillion et pas mal d'autres et qu'elle a introduit dans ses livres, afin qu'aucune rectification ne puisse toucher ses lecteurs. Faut-il ajouter que si Sartre a montré quelque générosité dans son éloge posthume de Camus, certains de ses admirateurs lancent encore contre notre grand copain tragiquement disparu, des accusations et des insinuations — dont Sartre n'est pas responsable — mais qui accompagnent fâcheusement son panégyrique. D'autre part, c'est J.-H. Simon qui, discutant dans *Le Monde* le refus de Sartre, a reproché à l'Académie Suédoise d'avoir couronné Camus, cinq ans avant le philosophe des *Temps Modernes*. Enfin, c'est Sartre lui-même qui, dans ses déclarations, a explicitement critiqué le choix de Pasternak.

Cela dit, sans aucune acrimonie. Je n'ai jamais classé Cacouault parmi les petits sartriens. J'apprécie son éclectisme et son esprit critique et je dépasserais les bornes du grotesque en lui contestant le droit d'aimer à la fois Sartre et Camus, sans en faire des idoles.

C'est sans aucune ironie et sans aucune réserve que j'ai salué en Jean-Jaules Sartre, l'écrivain de grande classe, l'éminent philosophe, le maître indiscutable.

Mais ce que nous avons le droit de discuter ici ce sont les attitudes politiques de Jean-Paul Sartre ; c'est même un devoir pour nous d'en dénoncer les dangers, avec d'autant plus de netteté et de fermeté que nous ne méprisons pas son influence. Il est vrai qu'il n'a jamais adhéré au parti communiste, qu'il a même subi les outrages de l'Encyclopédie soviétique dont les « feuilles volantes » portent des glorifications et condamnations formulées, rectifiées, annulées et arrachées à chaque tournant de la politique soviétique. J'ai toujours espéré que Sartre — justement parce qu'il est Sartre — suivrait l'exemple de Gide et que l'éclairage de la réalité stalinienne et post-stalinienne déterminerait sa rupture définitive avec le totalitarisme rouge. Attente toujours vaine. En août 1952, six mois avant la mort de Staline, quatre ans avant que le bilan atroce et sanglant du stalinisme soit établi à Moscou, on se demandait dans les *Temps modernes* « si les perversions de cette entreprise (le stalinisme) ne sont pas, dans le contexte actuel, tout compte fait préférables à son anéantissement pur et simple... » J'ai entendu, en 1942, de pudiques collaborationnistes traiter du même style les abominations hitlériennes... qui... « tout compte fait... » etc. ...

En 1956, c'est avec un véritable et joyeux soulagement que j'ai lu la protestation de J.-P. Sartre contre les blindés soviétiques écrasant la révolte de Budapest... Hélas ! il y a quelques mois, Sartre participait au congrès des Ecrivains de Moscou et s'efforçait de concilier les droits de l'esprit... et le « réalisme socialiste » (sic !).

Comment Cacouault peut-il nous reprocher de ne pas avoir opposé des arguments à ceux de Sartre, de ne pas avoir discuté sérieusement ses options politiques (approuvées d'ailleurs, quant aux problèmes cubains et algériens par certains d'entre nous) ? Je le crois assez honnête pour rectifier son jugement, en feuilletant notre collection. Et puisqu'il parle de la querelle Camus-Sartre, je me permets de le renvoyer à mon article de la R.P. d'octobre 1952. Il y trouvera une opinion sur Camus, opposée à la sienne — aussi une explication, assez claire, de notre opposition à la politique de Sartre.

Quant à l'objet du débat : le prix Nobel de Littérature, je ne retire rien, absolument rien de ce que j'ai écrit de propos délibéré. Je n'admets pas que l'on juge attristante l'acceptation possible par Sartre d'un prix qui fut attribué aux plus grands bonshommes de la littérature non-confir-miste, qui traversa les barbelés des camps nazis, les portes des prisons racistes, le rideau de fer

stalinien. Je respecte moins que Cacouault — si possible — les honneurs officiels. Mais je respecte cette communauté d'hommes libres qui se place au-dessus des frontières et des lignes brisées de la politique. Ce cosmopolitisme de la pensée s'accorde fort bien avec notre internationalisme ouvrier. Cacouault s'attristerait si Sartre y avait adhéré. Je m'étonne et je m'afflige qu'un homme comme Sartre méprise ce cosmopolitisme, comme il méconnaît cet internationalisme. Et je reste ainsi fidèle à l'héritage des fondateurs de l'École Libératrice dont Cacouault est l'un des rédacteurs les plus estimables. — R. H.

## SUR LA VALEUR RELATIVE DU SALAIRE

De G. HERAUD, de Seine-et-Oise :

*Quelques réflexions suggérées par le dernier article de Louzon : Il me semble que si l'on prend 1914 et 1962 comme années de référence l'heure de travail n'est pas restée fixe entre ces dates. On peut même dire que l'heure de travail 1962 est supérieure à l'heure de travail 1914. La cadence de travail est plus intense en 1962 qu'en 1914 où il y avait davantage de temps mort. De sorte que l'heure de travail de 1962 représente l'heure de travail de 1914 plus un pourcentage d'augmentation à déterminer. De plus, même si le salaire s'était maintenu au niveau de 1914 les courbes de croissance du niveau de vie du patron et de l'ouvrier auraient quand même divergé en augmentant davantage encore le fossé qui les sépare. Ainsi le degré d'exploitation est plus grand que celui qui ressort de l'exposé de Louzon.*

## LES INTERNATIONALISTES DEVANT LA GUERRE

De Gilbert RAGUIER, de la Seine, à propos de l'article de Louzon, « Les raisons d'un qui s'est battu », paru dans la R.P. d'octobre :

*Louzon a raison d'expliquer nettement son attitude. Pour la comprendre, il faut se rappeler ce qui s'est passé lors de la mobilisation d'août 1914. Sur tous les plans, Poincaré avait fort bien orchestré la propagande chauvine, et cela depuis plusieurs trimestres. Plus avisé que Daladier en 1939, il avait eu l'habileté de se faire déclarer la guerre. Ce détail prenait une importance énorme aux yeux du public. Les arguments des pacifistes étaient pulvérisés par cette réplique :*

« On nous attaque, il faut bien se défendre ! »

*Il a fallu plusieurs mois, et même plusieurs années pour projeter parmi les auditoires restreints de faibles lueurs de bon sens. A présent, bien des gens conviennent de la monstrueuse inutilité de cette guerre ; ils la qualifient de guerre civile. Civile ou pas... deux millions de victimes pour notre seul compte !*

*Pour la plupart, les mobilisés de 1914 étaient persuadés que tout le mal venait du militarisme allemand, personnifié par le kaiser et son grand état-major. Et que, ces derniers abattus, l'instauration d'une paix durable serait enfin possible. La propagande chauvine évoquée plus haut était muette, évidemment, sur les tendances militaristes et les instincts revanchards des franco-anglais et de leurs alliés (1). Un grand nombre de Français, intoxiqués par cette propagande ont endossé l'uniforme et sont partis, résignés, parce que cette guerre-là... était la « der des ders » ! Mieux informés, ils n'ont déchanté qu'un peu plus tard, après des mois de souffrance et d'horreur.*

*Louzon a raison de rappeler la puissante force d'ordre (d'ordre bourgeois, bien entendu) représentée par le grand état-major allemand. Les*

(1) On peut utilement rappeler à ce sujet les rapports adressés à Bruxelles par le baron Guillaume, ambassadeur de Belgique en France, en 1914. Ils concluent, non sans lucidité, (je cite de mémoire et non mot à mot) : « Sans prétendre que la politique française veut délibérément la guerre, on peut affirmer que les dirigeants de ce pays la voient venir sans déplaisir. »

*bastions réactionnaires énumérés par l'académicien étaient au nombre de quatre. Savoir : le Vatican, l'Académie française, la Chambre de Lords et le grand état-major allemand. Le potentiel de ce dernier était si considérable qu'il a survécu plusieurs mois à la défaite de l'empire et a pu triompher de la révolution allemande.*

*Les trois sympathiques camarades en désaccord voudront bien admettre qu'il n'y avait aucune commune mesure entre une telle puissance cohérente et disciplinée et la déliquescence de l'autocratie tsariste.*

\*\*\*

Je m'attendais sans doute dans ce débat sur « les raisons d'un qui s'est battu », à l'intervention de ceux qui ont participé aux côtés de Monatte et de Rosmer à la lutte contre la guerre et la politique d'Union Sacrée de 1914 à 1918. Gilbert Raguier est un de ceux-là. Opposant dès les premiers jours d'août 1914, membre du Comité pour la Reprise des Relations internationales, ami des femmes pacifistes de la rue Fondary, de Marguerite Rosmer, d'Hélène Brion, de Lucie Colliard, de Loriot — zimmerwaldien dès le retour en France de Merrheim et Bourdieron — témoin de la défense au procès d'Hélène Brion, il fut le premier guide de mon pacifisme sentimental de la fin de l'adolescence jusqu'à notre rencontre décisive, c'est lui qui me fit connaître le Comité de la Troisième Internationale, la Librairie du Travail d'Hasfeld, La Vie Ouvrière de Monatte...

C'est dire avec quelle amicale gratitude je l'écoute et je le lis depuis 45 ans. C'est à lui que je dois d'avoir connu toute la littérature clandestinement diffusée pendant la guerre, aussi bien les tracts zimmerwaldiens que les numéros de l'Union des Métaux, que les brochures de la Société d'Etudes documentaires et critiques sur la guerre.

Je m'attendais donc de sa part à une approbation sans réserves de notre mise au point d'octobre 1964. Je n'avais pas imaginé qu'il paraîsse « donner raison » à Louzon.

Je dis « qu'il paraîsse »... car je crois qu'il y a à l'origine de cette confusion un malentendu.

Malentendu sur notre pensée. Nous n'avons jamais douté de la sincérité de Louzon. Nous l'approuvons de nous rappeler aujourd'hui ce qu'il pensait il y a 50 ans. Nous n'avons d'ailleurs jamais condamné indistinctement les socialistes, les anarchistes, les syndicalistes qui ont « marché » en 1914. Surtout, lorsque, tel Louzon, ils ont payé de leur personne. On ne peut confondre ceux qui justifiaient par leur idéal la guerre qu'ils ont faite — et ceux dont le bellicisme payait... le « surris d'appel »... Un solennel imbécile a eu le culot de nous écrire que Monatte aux tranchées lui paraissait aussi blâmable que Jouhaux à... Bordeaux. Pour son édification, avouons à cet imbécile que Monatte a aggravé son cas... on lui a offert le moyen de revenir à l'arrière... et qu'il a refusé. Sur le plan purement moral, l'engagement de Louzon, le refus de Monatte valent également comme témoignages de logique et de fermeté.

Quant au pangermanisme, s'il fut plus virulent que le chauvinisme français, c'est qu'il était porté par une expansion allemande d'un rythme exorbitant. Gilbert Raguier se souvient-il que c'est lui qui m'a fait connaître les livres édifiants de Victor Cambon : *L'Allemagne au travail et les Derniers progrès de l'Allemagne*. Et c'est ici que l'on peut établir en effet la distinction fondamentale entre l'autocratie russe, déliquescence, qui pouvait envisager la guerre comme ultime ressource — et l'Allemagne industrielle qui pouvait réaliser sans guerre la colonisation économique de l'Europe centrale et balkanique.

La participation volontaire à la guerre de 1914 contre l'état-major allemand menait logiquement à combattre jusqu'à la victoire des alliés et la défaite militaire de l'Allemagne.

Or c'est le défaitisme de Lénine, ou plutôt c'est la défaite militaire de l'armée alliée la plus dense qui a permis la révolution d'octobre 1917. Au contraire, après la défaite militaire de l'Allemagne, sa caste militariste se révéla encore assez puissante pour briser la Révolution allemande. — R.H.



Sur le même sujet, ces réflexions de J. PERA (Seine) :

Une controverse, qui ne s'imposait pas, a été ouverte entre les camarades. Pourquoi n'y dirais-je pas mon mot, qui devrait être le dernier ?

Dès l'éclatement de la guerre, Louzon qui, comme on disait alors, « partait » dès les premiers jours, écrivait à Monatte (pour qui ça ne devait venir que plus tard) : « Mon cher Monatte, je reste aussi antipatriote que jamais... »

Suivait la démonstration, que je reconstitue de mémoire : Dans l'Affaire Dreyfus, deux clans étaient aux prises, deux clans dont aucun n'était favorable à notre idéal. Mais la victoire de l'un d'eux (réaction traditionnelle, état-major, haut clergé) présentait pour nous un plus grand danger que celle de l'autre (financiers, donc un peu mal à l'aise dans la société bourgeoise — voire grands bourgeois — mais civils, pas militaristes, et souvent francs-maçons, donc partisans, au moins théoriques, de la liberté). Nous avons appuyé ce deuxième clan de nos adversaires. Aujourd'hui, la situation est analogue : le principal danger est dans le succès de la force la plus réactionnaire, le militarisme de la Prusse, qui a déjà conquis toute l'Allemagne.

\*\*\*

On pensera ce qu'on voudra de ce jugement. On n'empêchera pas qu'il n'ait été celui d'à peu près tous les gens de gauche, sur le moment.

Dans les années précédant la guerre, les « hautes sphères » avaient estimé qu'en cas de mobilisation, elles devraient compter avec une proportion d'au moins 10 % d'insoumissions. Or il n'y eut pratiquement pas d'insoumis, en août 14.

André Tardieu raconte quelque part que, dans les mois précédant la guerre on était, dans son milieu réactionnaire, très inquiet au sujet des jeunes instituteurs. Avec une mobilisation égalitaire, combien était à redouter la « mauvaise » influence de ces éléments républicains, socialistes, voire « syndicalistes » ! (Car il n'y avait pas plus effrayant, à l'époque.)

— Eh bien, dit Tardieu, ils ont été « admirables ». (On comprend du reste ce qu'un tel homme veut dire par là.)

En vérité, Louzon n'a pas tort de dire que les prolétaires français, les socialistes français, sont partis à la guerre « pour le Droit et la Liberté ».

La vague des grands mots, avec leurs majuscules, et le prix qu'ils ont coûté, ont ultérieurement provoqué des nausées. Mais il n'y avait pas de nausée en 1914. (Sauf très rares cas individuels, bien sûr. Mais qui les connaît ?)

Les camarades qui jugent aujourd'hui avec sévérité le Louzon de 1914 ne se rendent pas compte qu'ils le jugent selon des données... de 1918.

Car il y a une belle différence, dans les esprits, entre les périodes 14-16 et 17-18, et plus encore 18-20. (En fait, la France n'est devenue anti-guerrière... qu'après la fin de la guerre.) Peut-on dire que Louzon est resté étranger à cette évolution de quelques années ? Il suffit de rappeler qu'il comparaisait, dès 1919, devant un tribunal français. (Quelque dix-huit mois plus tard, c'était encore un tribunal, avec, cette fois, de la prison. Mais ceci est déjà un peu une autre histoire.)

\*\*\*

Quant à 1939, je crois qu'à la manière de nos militaires qui sont, comme chacun sait, toujours en retard d'une guerre (1), nous avons, nous gens de gauche, réagi devant la guerre nouvelle selon des résolutions prises vingt ans auparavant (« Ah ! Si ça recommence... etc. ») sans penser que ce ne sont jamais les mêmes choses qui « recommencent ».

\*\*\*

« Paix immédiate ». On l'a eue, la paix immédiate, avec l'absence d'hostilités d'une part, puis la débâcle dès l'attaque.

Et dès le 17 juin 40, c'était officialisé.

(1) Ceci se comprend un peu. Ce n'est pas l'Etat en position défensive qui est bien placé pour innover ; c'est celui qui prépare l'attaque.

Or beaucoup de gens de gauche n'ont pas été plus contents de cela que ne l'avaient été, après la « victoire », leurs anciens de « la guerre du Droit ».

\*\*

On ne peut tirer de ces réflexions qu'une leçon de modestie. Ne jugeons pas les camarades !

Et surtout, apprenons à ne pas juger une situation concrète selon des données théoriques préparées à l'avance.

Il apparaît que c'est ce qu'a su faire le prolétariat anglais. A la différence des Français, il a tenu, tenu résolument, tenu seul, faisant de juin 40 à juin 41, marcher les usines au milieu de bombardements terribles, apparaissant finalement comme un élément capital dans la défaite d'Hitler.

Peut-on vraiment regretter qu'il y ait eu des gens pour estimer que cette défaite présentait quelque utilité ?

## A travers les

# LIVRES

## CORRESPONDANCE ENTRE LENINE ET CAMILLE HUYSMANS

de Georges HAUPT

Georges Haupt, dont la thèse de doctorat, *La Deuxième Internationale, 1889-1914, Etude critique des sources, Essai bibliographique*, va être mise prochainement en vente par les Editions Mouton, a publié chez le même éditeur, 45, rue de Lille, Paris (7<sup>e</sup>), *La Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914*, ouvrage de 164 pages (10 francs, C.C.P. 5067.96).

Cette correspondance que le regretté Rosmer songeait à publier — ce fait dit assez l'importance de ces lettres dont la plupart étaient demeurées inédites — renouvelle, dans une certaine mesure, selon le témoignage de Huysmans qui fut le secrétaire du Bureau Socialiste International, « notre reconnaissance des relations entre le groupe bolchevick et la II<sup>e</sup> Internationale ». Et G. Haupt écrit également : « Outre les nombreuses précisions et informations biographiques qu'on peut recueillir [...] ces lettres nous permettent d'approfondir l'étude d'un aspect peu connu de l'activité de Lénine, son activité de délégué au B.S.I. et de préciser son apport à la direction de la II<sup>e</sup> Internationale ». Elles permettent finalement de rétablir la vérité historique en ce qui concerne les rapports des bolcheviks et de l'Internationale. En effet, selon Staline, Lénine se serait orienté, dès 1904-1905, vers une rupture vers l'Internationale. Cette correspondance montre qu'il n'en est rien et que, en dépit des réserves qui se manifestèrent à partir de 1912-1913 et qui sont dues avant tout au fait que le B.S.I. s'immisçait dans les luttes intérieures de la social-démocratie russe et tentait de les arbitrer, malgré cela, Lénine restait, à la veille de la première guerre mondiale, attaché à l'Internationale.

Ces lettres sont présentées dans un ordre chronologique mais ont été réparties en quatre chapitres, chacun d'eux précédé d'une introduction donnant une vue d'ensemble des problèmes considérés. G. Haupt était particulièrement qualifié, sa connaissance des langues aidant, pour entourer cette publication de toutes les garanties scientifiques indispensables. Un index des noms cités complète heureusement le volume.

S'il faut absolument formuler une critique, je dirai que le Français étant, encore aujourd'hui, un homme qui ignore les langues étrangères, j'aurais souhaité que, pour le large public qui ne manquera pas d'être intéressé par ce volume, quelques textes en allemand soient suivis de traduction. La réserve est, on le voit mineure. Remercions donc C. Huysmans et G. Haupt pour cette remarquable publication.

J. MAITRON.

## CEUX QUI S'EN VONT

### GOUTTENOIRE DE TOURY

Notre ami Marcadet, de Seine-et-Oise, nous informe de la mort de F. Gouttenoire de Toury, survenue à Nice le 6 décembre.

Ce nom n'évoquera peut-être aucun souvenir dans l'esprit de la majorité de nos lecteurs. Seuls les anciens se souviendront de ce grand mutilé de la guerre de 1914-1918, qui mena aux côtés de Gustave Dupin (Ermenonville) l'effort pacifiste courageux et salutaire pour l'étude impartiale des responsabilités de la guerre et pour la paix.

Certes, il n'était pas des nôtres. Mais il s'associa sans réserves à l'action du Comité pour la Reprise des Relations Internationales, et fut — si nos souvenirs sont exacts — l'un des fondateurs de l'Association républicaine des anciens combattants, qu'il abandonna lorsque celle-ci fut bolchévisée.

Il sera peut-être nécessaire d'insister davantage sur l'œuvre de ce combattant de la paix. Le titre de son livre : « *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?* » suffit pour en marquer les tendances. On en trouvera un extrait significatif dans l'œuvre de Rosmer : « *Le mouvement ouvrier pendant la guerre* ».

### JEAN VIDAL

Jean Vidal, inspecteur honoraire de l'Enseignement primaire, s'en est allé le 16 novembre dernier, à l'âge de 72 ans, après six années de retraite, d'abord dans son pays natal en Haute-Loire, puis dans la circonscription du Puy-de-Dôme où il exerça presque toute sa carrière d'inspecteur primaire. Elève de l'École Normale du Puy, instituteur en Haute-Loire jusqu'en 1924, il fut reçu, l'un des plus jeunes parmi les candidats, au concours de l'Inspection primaire en 1923, exerça ses nouvelles fonctions d'abord en Corse, puis à Riom, dans le Puy-de-Dôme, de 1928 à 1958, sauf 4 années de « démission forcée » sous le gouvernement de Vichy.

On a dit à ses obsèques l'extraordinaire influence qu'il exerça pendant 30 ans sur tous les instituteurs de sa circonscription dont il était non le chef, mais le conseiller, le confident et l'ami. On a parlé aussi de sa culture exceptionnelle. Doué d'une prodigieuse mémoire, il possédait aussi ce flair de l'historien et du philosophe qui lui permettait de trouver sans effort apparent le document essentiel, la date révélatrice, les notes biographiques et bibliographiques les plus fécondes. Pendant des années de relations régulières, je ne suis jamais sorti d'une conversation avec lui sans en avoir tiré quelque enrichissement. Et c'est toujours avec une curiosité vigilante et une patience goguenarde qu'il nous écoutait et enregistrait soigneusement tout ce que nous pouvions lui apporter.

Mais il nous était cher, pour des raisons beaucoup plus graves. Abonné de *la Vie Ouvrière* (la première), il resta fidèle à *la Révolution prolétarienne* pendant 40 ans. Nul ne connaissait mieux que lui l'histoire du mouvement ouvrier. Mais ce n'était plus par simple curiosité d'érudit. Son syndicalisme fut longtemps sa seule éthique, sa philosophie exclusive. Chateaubriand crut découvrir dans le christianisme la source de toute beauté. Vidal nous affirmait encore en 1939 que le syndicalisme lui suffisait pleinement, et qu'il y avait une littérature et un art syndicalistes, comme il y avait une morale syndicaliste. Mais il était aussi, par voie de conséquence directe, un libre-penseur intransigeant et un pacifiste résolu. En cette âme demeurée pure et noble — presque naïve — les tornades de 1939 et de 1940, les troubles de l'occupation, les aberrations de la Libération avaient ébranlé sa confiance dans les hommes et dans les idées... peut-être en son propre jugement. Cet homme profondément intègre, qui se passionnait pour les libres débats, qui détestait les systèmes et les consignes, se sentait terriblement isolé dans un monde dominé par les uniformes, voué aux consignes transmises dans la pénombre de la clandestinité. Comme Brupbacher, à qui il ressemblait par plus d'un trait, il a vieilli dans un doute confinant au désespoir, et il ne partageait plus nos ambitions sociales.

Mais il nous restait fidèle. Il était le compatriote et l'ami de Monatte à qui il ressemblait par le physique, la voix, la simplicité bourru et chaleureuse. C'est chez lui que Monatte passa ses dernières heures, avant de rejoindre le front en 1915. Et il entretenait avec le fondateur de la R.P. une correspondance qui mériterait de figurer dans une anthologie.

Nous ne pouvions ignorer nos divergences. Je lui en parlais peu, car j'éprouvais toujours une grande tristesse à marquer nos désaccords. Car jamais son amitié ne fut défaillante ou hésitante. Aux jours d'épreuves, alors que nous vivions au jour le jour, toujours étonnés chaque matin d'être encore vivants et libres, alors que ma femme et moi avions trouvé chez nos meilleurs amis à Montferand, un véritable foyer en même temps qu'un refuge, nous savions que se tenait dans le voisinage, quelqu'un qui nous ouvrait sa porte, abritait les papiers compromettants et les biens que nous voulions sauver du naufrage, avec la même cordialité tranquille que lorsque nous le visitions, en touristes heureux. Cela suffit pour que l'on salue en Jean Vidal, un exemple vivant de la morale syndicaliste, de cette haute vertu qui animait les héritiers de Fernand Pelloutier.

R. H.

P.S. — J'écris cela hâtivement, sans avoir le temps de consulter mes notes et mes collections. Vidal a collaboré à plusieurs revues syndicalistes et pédagogiques. Je suis certain qu'il a laissé des papiers dignes de publication. Que notre camarade Désarménine — vieux militant syndicaliste et pacifiste — qui fut son secrétaire et son ami, nous apporte tous renseignements utiles. Jean Vidal, qui n'aimait guère la publicité, était un des lecteurs les plus scrupuleux que je connaisse et un écrivain d'un style particulièrement dense. On doit trouver dans ce qu'il a laissé de quoi instruire et édifier les syndicalistes lecteurs de la R.P.

### MANUEL BUENACASA

Le camarade Padros, de Lyon, nous fait part de la mort, survenue au début de novembre, de Manuel Buenacasa, valeureux militant syndicaliste libéral espagnol.

Né en 1886 près de Saragosse, il fut, de son métier, ouvrier ébéniste. A la suite de luttes violentes avec le patronat aragonnais, il vint à Barcelone, se lia avec les compagnons libertaires catalans, milita au syndicat du Bois de la C.N.T. Autodidacte remarquable, il devint rédacteur, puis directeur du quotidien « Solidaridad Obrera ». Il publia une « Histoire du mouvement ouvrier d'Espagne ». C'était un orateur simple et direct.

Après le soulèvement de Franco, il fut de l'armée de Durutti dans les rangs de laquelle son fils devait trouver la mort. Après la défaite, il passa la frontière avec sa femme, sa fille et son petit-fils. Echappant aux camps de concentration, il arrive à Lyon et s'emploie à la colonie infantine espagnole organisée sur les hauteurs de Vaise. Arrêté en 1942, astreint à résidence surveillée, on le retrouve ensuite à Saint-Jean-de-Maurienne où il fonde des groupes clandestins. A la Libération, il est l'organisateur du premier congrès de la C.N.T. à Paris. Il bataille ensuite pour l'unité de la C.N.T., fonde pour cela un organe qui paraîtra jusqu'au congrès de Limoges où elle fut reconstituée. Dans ses dernières années, Manuel Buenacasa reprit l'idée du théoricien des Asturies, Orobón Fernandez, qui, en 1934, avait préconisé la fusion des deux centrales C.N.T. et U.G.T. Il exposa cette idée, qui fait son chemin, dans une conférence prononcée à Valence, puis à Grenoble. Les camarades du Mexique l'ont publiée en brochure.

Manuel Buenacasa fut un militant de grand cœur et de haute valeur dont toute la vie et le comportement resteront des exemples.

### D'où vient l'argent ?

L'absence momentanée du camarade chargé de cette rubrique ne nous permet pas de donner dans ce numéro l'état des finances de la « R.P. ».

# LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 2 NOVEMBRE.** — En Italie, vague de grève dans les services publics et quelques institutions privées provoqués par la C.G.I.L. (de tendance communiste) à la suite des mesures d'austérité.

**MARDI 3.** — Liberté provisoire de passage entre les deux zones de Berlin ; 1.600.000 vieux et retraités passent de l'Est à l'Ouest.

**MERCREDI 4.** — M. Johnson est élu président des Etats-Unis avec plus de 60 % des voix.

On annonce que Chou-En-Lai présidera la délégation chinoise aux cérémonies du 47<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution russe.

Soulèvement militaire en Bolivie dirigé par le vice-président Barrientos qui oblige le président Esteros à démissionner.

Constitution du gouvernement Tran-Van-Huong au Vietnam du Sud.

Proposition de loi d'amnistie votée par le Sénat.

Adhésion des syndicats chrétiens clandestins d'Espagne à la Confédération Internationale des Syndicats chrétiens.

**JEUDI 5.** — Aux Etats-Unis 293 représentants démocrates sont élus contre 139 républicains.

En Rodhésie, référendum sur l'indépendance.

Négociations franco-Chinoise sur la vente de 10 de quintaux de blé.

**VENDREDI 6.** — Ouverture à Paris du congrès extraordinaire de la C.F.T.C.

Réunion à Paris du Comité Central du P.C. qui étudie le compte-rendu des délégués de Moscou.

**SAMEDI 7.** — A Moscou discours de Leonid Brejnev, premier secrétaire du Parti russe.

Les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale réaffirment leur accord sur la force multilatérale.

A Pretoria (Afrique du Sud) exécution de trois nationalistes africains.

Cessez le feu au Yémen.

Le Fonds monétaire international attribue 400 millions de dollars pour le soutien de la livre sterling.

Succès de la C.F.T.C. aux élections de Michelin à Clermont-Ferrand.

Succès de la C.G.T. aux élections de la Sécurité sociale minière.

Rabaissement des droits de douane italiens sur les produits laitiers.

Au Congo, l'armée nationale s'empare du Kindu.

Par 70,11 % des suffrages la C.F.T.C. devient la Confédération Française Démocratique du Travail.

**DIMANCHE 8.** — En Tunisie Bourguiba est réélu président de la République par 96,43 % des inscrits.

Menaces politiques de Fidel Castro contre le survol de Cuba par les avions américains.

**LUNDI 9.** — Grève des Chemin de fer italiens suivie à 90 %.

**MARDI 10.** — Le budget 1965 adopté par l'Assemblée Nationale par 285 voix contre 145.

Voyage à Paris de l'ex-chancelier allemand Adenauer.

Formation d'un nouveau gouvernement japonais Eisaku Sato.

Au Soudan, déportation des membres de l'ancien conseil suprême.

En Meurthe-et-Moselle licenciement de 220 mineurs par la société Sidelor.

**MERCREDI 11.** — Dans l'Inde constitution d'un parti communiste pro-chinois.

Dans le Kerala (Inde), manifestations provoquées par la famine.

Au Soudan, violentes manifestations contre les ambassades des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de la République arabe-unie.

Constitution au Kenya d'un parti unique.

**JEUDI 12.** — Grande-Bretagne, mesures pour lutter contre la défense de la balance des comptes.

En Grèce, amélioration des mesures d'exception.

**VENDREDI 13.** — Fusion des Sociétés de Denain-Anzin et des Forges du Nord et de l'Est.

**SAMEDI 14.** — Violent incident de frontière entre Israël et la Syrie.

Graves inondations au Vietnam-Sud : près de 5000 morts.

A Lille congrès des Mineurs F.O.

**LUNDI 16.** — A Bruxelles les Six acceptent de négocier avec les Etats-Unis une réduction tarifaire de plus de 80 % de leurs importations industrielles.

A Paris, premier congrès du Mouvement contre l'armement atomique, présidé par Laurent Schwartz, Me William Thorp et Jean Rostand.

Au Soudan, démission du président Aboud.

Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. discute de l'incident de frontière israélo-syrien.

**MARDI 17.** — A Moscou réunion du Comité Central du Parti Communiste.

Visite à Paris du Roi Hussein de Jordanie.

Le Premier britannique Harold Wilson se prononce contre une Force de dissuasion européenne.

**MERCREDI 18.** — A Bruxelles on s'inquiète du sort des otages blancs à Stanleyville.

**JEUDI 19.** — Le Sénat par 156 voix contre 75 repousse les crédits destinés à la « force de frappe nationale ».

Protestation de l'Albanie contre l'accord du Comecon et de la Yougoslavie.

A Genève, conseil des Ministres de l'Europe des Sept.

**VENDREDI 20.** — A Madrid fin du procès de 38 mineurs asturiens et d'une femme de mineur.

Le Concile de Rome approuve par 2657 voix contre 99 et 242 réserves le texte sur les religions non-chrétiennes (qui interdit l'accusation de déicide contre les Juifs).

**SAMEDI 21.** — A Bonn, conférence des travailleurs de l'automobile de 25 pays.

Un bataillon de parachutistes belges est transporté à l'île de l'Ascension dans le Golfe de Guinée.

Grève de 2 heures à l'Agence France-Presse contre les licenciements.

Congrès des Métaux C.G.T. à Issy-les-Moulineaux.

Comité Confédéral F.O. à Paris qui vote le principe d'une grève générale.

**DIMANCHE 22.** — Discours du général de Gaulle à Strasbourg.

**LUNDI 23.** — Le taux de l'escompte britannique monte de 5 à 7 %.

A Varsovie, réunion du Comité Central du P.C. polonais.

**MARDI 24.** — Au Congo ex-belge des parachutistes belges portés par des avions américains débarquent à Stanleyville pour délivrer les otages blancs. La ville est occupée par les troupes nationales.

A Carlsruhe, congrès du Parti Social-démocrate allemand.

Aux élections gouvernementales et municipales italiennes : recul des démocrates-chrétiens et du Parti Socialiste, légère avance du Parti social-démocrate (Saragat), sensible avance du Parti communiste et du Parti libéral.

**MERCREDI 25.** — Violentes protestations de Moscou, Pékin et des capitales africaines contre l'opération américano-belge à Stanleyville.

A New-York, la Communauté juive condamne la prescription des crimes nazis.

A Paris, congrès de la Fédération autonome de l'Education Nationale.

**JEUDI 26.** — Nouvelle opération des parachutistes belges à Paullis (Congo ex-belge).

Le Congrès des Métaux C.G.T. contre la grève générale

**VENDREDI 27.** — Reprise de l'activité des rebelles au Congo ex-belge.

A Bruxelles, manifestation contre l'ambassade algérienne.

Le journal Libération cesse de paraître.

**SAMEDI 28.** — Voyage à Paris du ministre des Affaires Etrangères Tchécoslovaque.

M. Georges Ball sous-secrétaire d'Etat américain se rend à Paris et à Londres.

Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris.

**DIMANCHE 29.** — Conseil national de la S.F.I.O. à Puteaux.

**LUNDI 30.** — Accord à Bonn entre le gouvernement et les paysans sur le prix des céréales.

Tschombé, premier congolais, s'envole pour Paris.

Le Nigeria approuve l'opération belge à Stanleyville.

Ouverture à Bombay (Inde) du congrès eucharistique présidé par le Pape.

Pous vos cadeaux de fin d'année

## OFFREZ DES LIVRES

POUR VOS ENFANTS, la Librairie des Editions Syndicalistes a de beaux albums à tous les prix (1,50 F à 17 F), des romans (de 2,95 F à 6,60 F) de la Bibliothèque verte, de l'Idéal-Bibliothèque, de la Collection Rouge et Or, etc.

POUR VOS AMIS, des romans, des livres éducatifs, des œuvres de **Zola**, **Camus**, **Sartre**, etc. en livres de poche à 1,95 F, 3,30 F, 4,80 F.

ET POUR LES MILITANTS la grande première des « Editions Syndicalistes » :

**LA PRESSE QUOTIDIENNE**, par Nicolas FAUCIER ..... 12,— F

**R. TRENO** : *Le Canard enchaîné* : « Je ne saurais trop recommander à mes confrères et à tous autres cette étude remarquable et fort bien documentée qui établit le véritable diagnostic du mal dont souffre la presse française et même la presse tout court. »

**LES JOIES ET FRUITS DE LA LECTURE** ..... 6,— F

et **L'EXPRESSION ORALE ET ECRITE**, par Roger HAGNAUER 9,45 F

**LES BELLES JOURNEES** ..... 4,80 F

et **LE MAIRE DU PALAIS**, par Maurice LIME ..... 15,— F

**LA CHINE**, de Robert LOUZON ..... 5,— F

**ACCUMULATION DU CAPITAL** ..... 8,— F

et **LETTRES DE LA PRISON**, de Rosa LUXEMBOURG ..... 5,— F

**RAYACHOL ET LES ANARCHISTES**, par Jean MAITRON ..... 4,80 F

**LA CULTURE PROLETARIENNE**, de Marcel MARTINET ..... 8,— F

**SOCIALISME ET AUTOGESTION**, d'Albert MEISTER ..... 21,— F

**MOSCOU SOUS LENINE**, d'Alfred ROSMER ..... 6,— F

**NAISSANCE DE NOTRE FORCE**, de Victor SERGE ..... 4,— F

**LA COMMUNE DE 1871**, de C. TALES ..... 8,— F

On peut passer les commandes à Robert MARCHETTI  
103, rue Orfila, Paris XX<sup>e</sup> - C.C.P. Paris 7473-08

**VENEZ NOUS RENDRE VISITE, 21, rue Jean-Robert, Paris XVIII<sup>e</sup>**  
**LES SAMEDIS de 15 à 19 heures**